



BANQUE CENTRALE DE DJIBOUTI

البنك المركزي الجيبوتي



RAPPORT ANNUEL

2019

Banque Centrale de Djibouti



RAPPORT ANNUEL

2019

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE – L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET LA SITUATION DE L'ECONOMIE DJIBOUTIENNE

CHAPITRE -I- L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER INTERNATIONAL ET REGIONAL

I- LE CONTEXTE ECONOMIQUE INTERNATIONAL P.13

- 1-1 LA CROISSANCE MONDIALE
- 1-2 L'EVOLUTION DES PRIX DES PRODUITS DE BASE ET DE L'INFLATION
- 1-3 LES PERSPECTIVES DE L'ECONOMIE MONDIALE EN 2020-2021

II- LES PERFORMANCES ECONOMIQUES DE LA SOUS REGION

- 2-1 L'ÉTHIOPIE P.17
- 2-2 L'ÉRYTHREE
- 2-3 LA SOMALIE
- 2-4 LE YEMEN

CHAPITRE -II- L'ECONOMIE DJIBOUTIENNE

I- LE SECTEUR PRIMAIRE P.22

- 1-1 L'AGRICULTURE
- 1-2 L'ELEVAGE
- 1-3 LA PECHE

II- LE SECTEUR SECONDAIRE P.25

- 2-1 L'ENERGIE ELECTRIQUE
- 2-2 L'EAU

III- LE SECTEUR TERTIAIRE P.27

- 3-1 LE TRAFIC DU PORT DE DJIBOUTI SOCIETE ANONYME

DEUXIEME PARTIE - LE BUDGET, LA MONNAIE ET LE SECTEUR EXTERIEUR

CHAPITRE – I - LA SITUATION DES FINANCES PUBLIQUES

I - LES RECETTES ET DONNS P.30

- 1-1 LES RECETTES BUDGETAIRES
- 1-2 LES DONNS

II - LES DEPENSES TOTALES P.32

- 2-1 LES DEPENSES COURANTES
- 2-2 LES DEPENSES D'INVESTISSEMENTS

III - LE SOLDE BUDGETAIRE P.34

CHAPITRE – II - LA MONNAIE ET LE CREDIT

I - LA MONNAIE P.35

- 1-1 LA MASSE MONETAIRE
- 1-2 LES PRINCIPALES CONTREPARTIES DE LA MONNAIE

II - LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT P.41

- 2-1 L'EVOLUTION DE L'ACTIVITE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT
- 2-2 L'EQUILIBRE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

III - LES CONCOURS BANCAIRES P.45

- 3-1 REPARTITION DES CONCOURS BANCAIRES SELON LA DUREE
- 3-2 REPARTITION DES CONCOURS BANCAIRES SELON LA DEVISE ET LES BENEFICIAIRES
- 3-3 EVOLUTION DU COUT DU CREDIT

CHAPITRE - III - LE SECTEUR EXTERIEUR

I - LA BALANCE DES PAIEMENTS P.49

- 1-1 LE COMPTE COURANT
- 1-2 LA BALANCE COMMERCIALE
- 1-3 LA BALANCE DES SERVICES
- 1-4 LA BALANCE DES REVENUS
- 1-5 LA BALANCE DES TRANSFERTS
- 1-6 LE COMPTE DU CAPITAL
- 1-7 LE COMPTE DES OPERATIONS FINANCIERES

II - LA POSITION EXTERIEURE GLOBALE P.55

III - LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE P.56

- 3-1 L'ENCOURS DE LA DETTE
- 3-2 LE SERVICE DE LA DETTE

GLOSSAIRE

TROISIEME PARTIE – LES ACTIVITES DE LA BANQUE CENTRALE

I - LA GOUVERNANCE DE LA BANQUE CENTRALE	P.59
II - LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	P.62
III - LA GESTION DU MATERIEL MONETAIRE	P.64
IV – LES ACTIVITES DU SERVICE DES STATISTIQUES	P.64
V - LES ACTIVITES DU SERVICE COMPTABLE ET FINANCIER	P.66
VI - LE SERVICE DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS	P.68
VII - LE SERVICE DE LA SUPERVISION BANCAIRE	P.70
VIII – LE SERVICE DES ETUDES	P.72
IX – LES ACTIVITES DU SERVICE JURIDIQUE	P.73
X – LE SERVICE EN CHARGE DU SYSTEME NATIONAL DE PAIEMENT	P.74

AID :	Aéroport International de Djibouti
ASEAN :	Association of Southeast Asian Nations (Association des Nations de l'Asie du Sud-Est)
BAD :	Banque Africaine de Développement
BCD :	Banque Centrale de Djibouti
BMCE :	Banque Marocaine du Commerce Extérieur
BID :	Banque Islamique pour le Développement
BRED :	Banque Régionale d'Escompte et de Dépôt
CAF :	Coût Assurance Fret
CE :	Communauté Economique
CPEC :	Caisse Populaire d'Epargne et de Crédit
COMESA :	Common Market for Eastern and Southern Africa (Marché commun de l'Afrique orientale et australe)
DCT	Doraleh Terminal Containers
Dollar US :	Dollar Américain
EURL :	Entreprise Unipersonnelle à Responsabilité Limitée
FDJ :	Franc Djibouti
EDD :	Electricité de Djibouti
FAD :	Fonds Africain de Développement
FADES :	Fonds Arabe de Développement Economique et Social
FAO	Food and Agriculture Organisation
FATF/GAFI	Financial Action Task Force / Groupe d'Action Financière
FOB :	Franco à Bord
FMI :	Fonds Monétaire International
FSD :	Fonds Saoudien de Développement
FSSR :	Revue de la stabilité du secteur financier
GSBF :	Groupe des superviseurs bancaires francophones
HDTL	Horizons Djibouti Terminal Limited
IDA :	International Development Association
IDE :	Investissements Directs Etrangers
IGAD :	Intergovernmental Authority on Development (Autorité Intergouvernementale pour le Développement)
INSD :	Institut National de la Statistique de Djibouti
LBC-FT :	Lutte contre le Blanchiment des Capitaux-Financement du Terrorisme
MB :	Ministère du Budget
MCM :	Département des Marchés de capitaux et monétaires du FMI
MEFIP :	Ministère de l'Economie et des Finances, chargé de l'Industrie
MENAGAFI :	Groupement d'Action Financière au Moyen Orient et en Afrique du Nord
METAC :	Centre régional d'assistance technique pour le Moyen-Orient du FMI
Mwh :	Mégawatt heure
M³ :	Mètre cube
OCDE :	Organisation de Coopération et de Développement Economiques

ONEAD :	Office National de l'Eau et de l'Assainissement de Djibouti
OPEP :	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
PDSA :	Port de Djibouti Société Anonyme
PEG :	Position Extérieure globale
PIB :	Produit Intérieur Brut
SARL :	Société Anonyme à Responsabilité Limitée
SRE :	Service des Relations Extérieures
SRF :	Service de Renseignements Financiers
SSB :	Service de la Supervision Bancaire
TM :	Tonnes Métriques
TOFE :	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
TRACFIN :	Traitement du Renseignement et Action contre les Circuits Financiers clandestins
TVA :	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEM :	Union Economique et Monétaire



PREFACE

Au moment où nous publions cette édition 2019 de notre rapport annuel, je ne pouvais passer sous silence la grave pandémie de coronavirus qui s'est déclenchée à la fin de 2019 et qui s'est progressivement propagée à travers les pays et régions pour toucher le monde entier au cours des premiers mois de 2020.

Le monde est confronté, depuis lors, à une grave crise sanitaire avec d'énormes retombées socio-économiques qui va profondément impacter l'activité économique mondiale en 2020 et vraisemblablement les années suivantes.

La République de Djibouti, quelque peu épargnée au début, est à l'instar du reste du monde, durement touchée par cette pandémie du Covid 19.

Aussi, pour faire face à cette crise sanitaire de grande ampleur, les Autorités nationales ont très vite engagé les mesures d'hygiène et de sécurité nécessaires et adopté un plan national de riposte en réponse aux impacts négatifs dus à la propagation de la pandémie.

Dès les premiers signaux d'alerte, la Banque Centrale de Djibouti (BCD) a, de son côté, pris rapidement des mesures d'urgence, aussi bien en interne qu'en direction des institutions bancaires et financières de la place. Il s'agissait, dans un premier temps, de faire observer les dispositions en matière d'hygiène et de confinement édictées par les Autorités d'une part, et d'assurer la continuité de l'activité bancaire sur le plan national, d'autre part.

Dans ce contexte préoccupant, la Banque Centrale a, par ailleurs, entrepris des actions fortes visant à stimuler l'engagement et la solidarité de la communauté financière nationale au côté du Gouvernement pour faire face aux conséquences socio-économiques désastreuses à court et moyen terme.

L'impact économique et social de cette pandémie et les réponses qui ont été apportées, tant au niveau international que sur le plan national, feront en détail l'objet de notre prochaine édition.

Si je reviens aux principales évolutions économiques en 2019, la croissance mondiale a fléchi à 2,9% après avoir atteint 3,6% en 2018, enregistrant ainsi son rythme le plus lent depuis la crise financière internationale.

Dans les pays avancés, cette fragilité a été largement observée ; elle touche des économies de premier rang (les États-Unis et surtout la zone euro), ainsi que des pays asiatiques avancés de plus petite taille. Le ralentissement de l'activité a été encore plus prononcé dans les pays émergents et les pays en développement, notamment au Brésil, en Chine, en Inde, au Mexique et en Russie, ainsi que dans un petit nombre de pays présentant des tensions macroéconomiques et financières.

Les forces expliquant le ralentissement de la croissance mondiale, outre l'effet direct d'une croissance très faible ou d'une contraction de l'économie dans les pays en difficulté, sont notamment les suivantes : i) le retour à un rythme d'expansion plus normal aux États-Unis ; ii) l'affaiblissement de la demande extérieure et les perturbations associées à la mise en œuvre de nouvelles normes d'émission pour les automobiles en Europe ; iii) une dégradation des conditions macroéconomiques imputable en grande partie à des facteurs très spécifiques dans un groupe de pays émergents importants tels que le Brésil, le

Mexique et la Russie ; iv) un fléchissement de la croissance chinoise en raison de l'indispensable renforcement de la réglementation financière et des conséquences des tensions commerciales avec les États-Unis ; v) une montée de l'incertitude mondiale en matière de politique commerciale qui pèse sur les pays d'Asie de l'Est ;

Dans ce contexte général, la croissance moyenne du PIB des économies avancées est passée de 2,2% en 2018 à 1,7% en 2019. Parmi ces pays, la croissance aux États-Unis est descendue de 2,9% à 2,3% entre 2018 et 2019, alors que la zone Euro a vu sa croissance fléchir de 1,9% à 1,3%, d'une année à l'autre. Le groupe des pays émergents et pays en développement ont vu, quant à eux, leur croissance moyenne diminuer de 4,5% à 3,7%, sur cette même période. Dans ce groupe de pays, l'Afrique subsaharienne a pu maintenir sa croissance quasi-stabilisée à 3,1%, après 3,2% en 2018.

Dans l'ensemble, les faibles chiffres de l'inflation hors alimentation et énergie et l'influence modeste des prix des produits de base sur l'inflation globale ont entraîné une baisse des attentes d'inflation sur les marchés, en particulier aux États-Unis et dans la zone euro.

Ainsi, dans les économies avancées, le taux d'inflation s'est établi à 1,4% en 2019, contre 1,7% en 2018, alors que dans les pays émergents et les pays en développement, le niveau des prix à la consommation est légèrement monté de 4,3% à 5,0% entre 2018 et 2019.

En termes de perspectives, une récession mondiale est attendue du fait des perturbations généralisées provoquées par la pandémie de coronavirus qui s'est déclenchée à la fin de 2019. La croissance mondiale devrait s'effondrer, passant de 2,9% en 2019 à une contraction de près de 5% en 2020, soit un recul bien plus marqué que lors de la crise financière de 2008-09.

Selon un scénario de référence fondé sur l'hypothèse d'une atténuation de la pandémie au cours du deuxième semestre de 2020 et d'un relâchement progressif des efforts d'endiguement, l'économie mondiale devrait croître de 5,4% en 2021, à mesure que l'activité économique se normalisera, grâce au soutien des pouvoirs publics.

Sur le plan national, l'activité économique est restée soutenue en 2019 avec une hausse de 7,7% du PIB réel, portée par le dynamisme des secteurs de la construction, des transports, du commerce et tourisme ainsi que des activités financières.

Le niveau général des prix à la consommation s'est inscrit en hausse avec un taux d'inflation, en glissement annuel, qui est monté de 0,2% en 2018 à 3,3% en 2019, sous l'effet de l'augmentation des prix des produits alimentaires, des boissons et tabacs, des articles de l'habillement.

Le budget de l'Etat s'est monté à 133,9 milliards FDJ au terme de l'année 2019, contre 134,2 milliards FDJ à fin 2018, affichant ainsi une légère contraction de 0,2% d'une année à l'autre. La hausse des recettes et des dons d'une part, et la réduction des dépenses d'autre part, ont permis toutefois, d'améliorer l'équilibre budgétaire avec un déficit public (sur base engagement) qui a été ramené à 0,9% du PIB en 2019, alors qu'il atteignait 2,5% du PIB en 2018.

S'établissant à 380.600 millions FDJ en 2019, contre 349.879 millions FDJ une année auparavant, la masse monétaire au sens large a enregistré une hausse annuelle de 8,8%. Ce regain de l'offre monétaire découle de la bonne performance de l'ensemble des

contreparties de la masse monétaire que sont les avoirs extérieurs nets (+0,7%), les crédits intérieurs (+12,4%) et les autres postes nets (-22,7%) sur la période observée.

Le taux de couverture de l'émission fiduciaire s'est légèrement amélioré s'établissant à 107% en décembre 2019, contre 106% une année auparavant.

En 2019, les créances sur l'économie ont augmenté de 10%, en progression de 127.228 à 140.036 millions FDJ, en rapport avec l'accroissement des crédits accordés au secteur privé, qui passent de 112.013 millions FDJ en 2018 à 122.699 millions FDJ en 2019 et des créances allouées aux entreprises publiques, évoluant de 15.215 millions FDJ à 17.337 millions FDJ sur la même période.

Totalisant 458.397 millions FDJ en 2019, contre 422.910 millions FDJ un an auparavant, le bilan consolidé des banques commerciales a enregistré une hausse annuelle de 8,4%. Cette embellie profite surtout aux opérations interbancaires (+10,7%), aux crédits à la clientèle (+27%), aux créances sur l'Etat (+11,2%) ainsi que les immobilisations (+18%).

Les établissements de crédit ont continué à renforcer les niveaux de leurs capitaux propres (+3.096 millions FDJ entre décembre 2018 et décembre 2019), en raison de la bonne performance réalisée par le secteur bancaire d'une part, et du respect du cadre réglementaire national, d'autre part.

Au niveau de la situation extérieure, le solde du compte courant de la République de Djibouti, avec un excédent de 77,3 milliards FDJ à fin 2019, s'est amélioré comparativement à l'excédent de 76 milliards FDJ enregistré à fin 2018. Cette performance est essentiellement liée à l'amélioration du solde de la balance des services (+16%), d'une année à l'autre.

L'encours de la dette extérieure de la République de Djibouti s'est accru de 4,6%, passant de 366.404 millions FDJ en 2018 à 383.206 millions FDJ en 2019. Cette augmentation est particulièrement liée à l'accroissement des engagements des entreprises publiques garantis par l'Etat (+36.240 millions FDJ). En revanche, les engagements de l'Etat vis-à-vis de l'extérieur ont connu un recul annuel de 18,3% entre décembre 2018 et décembre 2019.

Rapportée au PIB, la dette extérieure totale représente 65,9% en 2019, contre 71,8% en 2018. Le service de la dette publique extérieure a, pour sa part, progressé de 7,9%, s'établissant à 18.821 millions FDJ en 2019, contre 17.435 millions FDJ l'année précédente.

S'agissant enfin des activités de la Banque Centrale de Djibouti (BCD), notamment en termes d'encadrement, de surveillance et de promotion du secteur financier, d'importantes avancées ont été réalisées au cours de l'année 2019.

La Banque Centrale a ainsi poursuivi les principales réformes du secteur financier pour réduire les vulnérabilités potentielles du secteur bancaire et élargir l'inclusion financière de la population.

En matière de réglementation bancaire, la BCD a adopté, fin mars 2019, des textes réglementaires dans le cadre de la convergence avec les 29 recommandations du Comité de Bâle pour un contrôle efficace. Les principaux textes concernés sont : i) la révision de l'instruction sur les fonds propres, ii) la refonte de l'instruction sur les créances en souffrance, iii) l'adoption d'une nouvelle instruction sur les personnes apparentées, iv) une nouvelle instruction sur le gouvernement d'entreprise des établissements de crédits, v)

une nouvelle instruction sur la gestion des risques (de crédit et de concentration, interbancaires et de change).

Le département de la supervision bancaire a finalisé le 14 novembre 2019, le déploiement du BSA (Banking Supervision Application). Cette application informatique permet d'automatiser les procédures de suivi et de contrôle des établissements financiers (transmission électronique, compilation, traitement et analyse des données bancaires).

La solution BSA a été officiellement lancée le 7 novembre 2019 au niveau de l'ensemble des institutions bancaires. Un calendrier de transmission des données historiques pour la période 2013-19 a été soumis aux banques.

Concernant le Système National de paiement, les travaux de modernisation des infrastructures et de l'architecture financières ont, de leur côté, connu des développements notables durant l'année 2019.

Les travaux menés visent, notamment, la mise en place d'une solution moderne permettant d'assurer la compensation et le règlement instantané de tous les types d'instruments de paiement à travers un système intégré dit ATS+ (Système de Transfert Automatisé). Le projet comprend également l'interconnexion du réseau bancaire à la plateforme de la BCD et la réhabilitation de la salle serveur (Data Center) de la Banque Centrale mise aux normes et standards internationaux.

Toujours, dans le même cadre, des travaux de normalisation des instruments de paiement (chèques, virements, prélèvements automatiques, coordonnées bancaires, etc.) ont été conduits. Il s'agit, à travers ces réalisations, de moderniser les moyens de paiement scripturaux tout en facilitant leur traitement informatique, notamment sur le plan de la compensation des valeurs et la sécurité des systèmes de compensation.

L'ensemble de ces projets, ainsi que les réformes menées en continu par la Banque Centrale concourent au développement du secteur financier et, in fine, à atteindre les objectifs d'ériger notre place financière en Hub financier à rayonnement international.

Dans cette perspective, la Banque Centrale de Djibouti entend développer son expertise de manière adéquate (LBC/FT, conformité, système d'informations) pour assurer pleinement la stabilité et la viabilité du système financier. La Banque Centrale compte également poursuivre son effort de recrutement et de formation pour les fonctions critiques peu ou pas couvertes (analyse des banques systémiques, gestion des crises bancaires et résolution des banques en difficultés, surveillance macroprudentielle, stress testing, etc.).

AHMED OSMAN ALI

Gouverneur

PREMIERE PARTIE – L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET LA SITUATION DE L'ECONOMIE DJIBOUTIENNE

CHAPITRE -I- L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER INTERNATIONAL ET REGIONAL

I- LE CONTEXTE ECONOMIQUE INTERNATIONAL

1-1 LA CROISSANCE MONDIALE

La croissance mondiale, après avoir atteint 3,6% en 2018, a fléchi à 2,9% en 2019, enregistrant ainsi son rythme le plus lent depuis la crise financière internationale.

Dans les pays avancés, cette fragilité a été largement observée ; elle touche des économies de premier rang (les États-Unis et surtout la zone euro), ainsi que des pays asiatiques avancés de plus petite taille. Le ralentissement de l'activité a été encore plus prononcé dans les pays émergents et les pays en développement, notamment au Brésil, en Chine, en Inde, au Mexique et en Russie, ainsi que dans un petit nombre de pays présentant des tensions macroéconomiques et financières.

Les forces expliquant le ralentissement de la croissance mondiale, outre l'effet direct d'une croissance très faible ou d'une contraction de l'économie dans les pays en difficulté, sont notamment les suivantes :

- le retour à un rythme d'expansion plus normal aux États-Unis ;
- l'affaiblissement de la demande extérieure et les perturbations associées à la mise en œuvre de nouvelles normes d'émission pour les automobiles en Europe, en particulier en Allemagne ;
- une dégradation des conditions macroéconomiques imputable en grande partie à des facteurs très spécifiques dans un groupe de pays émergents importants tels que le Brésil, le Mexique et la Russie ;
- un fléchissement de la croissance chinoise en raison de l'indispensable renforcement de la réglementation financière et des conséquences des tensions commerciales avec les États-Unis ;
- un affaiblissement de la demande chinoise et une montée de l'incertitude mondiale en matière de politique commerciale qui pèse sur les pays d'Asie de l'Est ;
- un ralentissement de la demande intérieure en Inde et le spectre d'un éventuel Brexit sans accord qui assombrit les perspectives au Royaume-Uni et, plus largement, dans l'Union européenne.

La baisse de rythme de la croissance mondiale se distingue par le ralentissement notable, observé dans une grande partie du monde, de la production industrielle, lié à des facteurs multiples et interdépendants.

Il s'agit tout d'abord de la contraction de la production et des ventes dans le secteur automobile. La déprime de ce secteur s'explique à la fois par une perturbation de l'offre et par des facteurs influant sur la demande : une forte baisse de la demande après l'expiration des mesures d'incitation fiscale en Chine ; l'adaptation des chaînes de production aux nouvelles normes d'émission dans la zone euro (en particulier en Allemagne) et en Chine ; et les changements qui semblent s'opérer dans les

comportements des consommateurs, qui adoptent une attitude attentiste face à l'évolution rapide des technologies et des normes d'émissions dans de nombreux pays, ainsi qu'aux nouvelles possibilités en matière de transport automobile et de partage de voitures.

Sur un autre plan, la montée des tensions commerciales et technologiques entre les États-Unis et la Chine impacte la confiance des chefs d'entreprise. Les droits de douane américains et les mesures de rétorsion prises par les partenaires commerciaux gagnant en envergure depuis 2018, le coût de certains intrants intermédiaires a augmenté et l'incertitude entourant l'avenir des relations commerciales s'est intensifiée. Les entreprises manufacturières se montrent plus prudentes quant à leurs dépenses de long terme et retardent leurs achats d'équipements et de machines. Cette tendance est particulièrement marquée dans les pays de l'Asie de l'Est fortement tributaires des chaînes de valeur commerciales et mondiales.

Ainsi, du fait du ralentissement de la production industrielle, la croissance des échanges s'est contractée, avec un volume du commerce mondial qui n'a augmenté en 2019 que de 0,9%, contre 3,8% en 2018, soit le rythme de croissance le plus lent observé depuis 2012. En termes de répartition géographique, l'affaiblissement des importations mondiales est imputable en grande partie à la Chine et aux pays d'Asie de l'Est (avancés et émergents), ainsi qu'aux pays émergents en difficulté.

Il existe un lien entre le fléchissement du commerce mondial et la réduction des dépenses d'investissement, comme ce fut par exemple le cas en 2015-16. L'investissement nécessite de nombreux biens intermédiaires et d'équipement qui font l'objet d'un commerce intense. Effectivement, l'investissement mondial a ralenti, dans la même mesure que la croissance des importations, en raison de facteurs cycliques, du fort tassement de l'investissement dans les pays en difficulté, et des conséquences de la montée des tensions commerciales sur la confiance du secteur manufacturier. Le commerce mondial ralentit également sous l'effet de la contraction de la production et des ventes dans le secteur automobile, qui se manifeste par un ralentissement des achats de biens d'équipement des ménages.

Dans ce contexte général, la croissance moyenne du PIB des économies avancées est passée de 2,2% en 2018 à 1,7% en 2019. Parmi ces pays, la croissance aux États-Unis est descendue de 2,9% à 2,3% entre 2018 et 2019, alors que la zone Euro a vu sa croissance fléchir de 1,9% à 1,3%, d'une année à l'autre. Le groupe des pays émergents et pays en développement ont vu, quant à eux, leur croissance moyenne diminuer de 4,5% à 3,7%, sur cette même période. Dans ce groupe de pays, l'Afrique subsaharienne a pu maintenir sa croissance quasi-stabilisée à 3,1%, après 3,2% en 2018.

1-2 L'ÉVOLUTION DES PRIX DES PRODUITS DE BASE ET DE L'INFLATION

Les prix mondiaux du pétrole ont, avec un cours moyen qui s'est établi à 61,39 Dollars US en 2019, contre 68,33 Dollars US en 2018, baissé en moyenne de 10,1%, d'une année à l'autre.

Le niveau record de la production de pétrole brut aux États-Unis, conjugué à une demande modérée, a plus que compensé l'influence des perturbations de l'offre liées aux sanctions américaines contre l'Iran, aux réductions de la production opérées par les pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et aux violences au Venezuela et en Libye. L'attentat du 14 septembre 2019 contre d'importantes raffineries en Arabie saoudite a fait craindre de graves perturbations de l'offre et entraîné un bond immédiat de

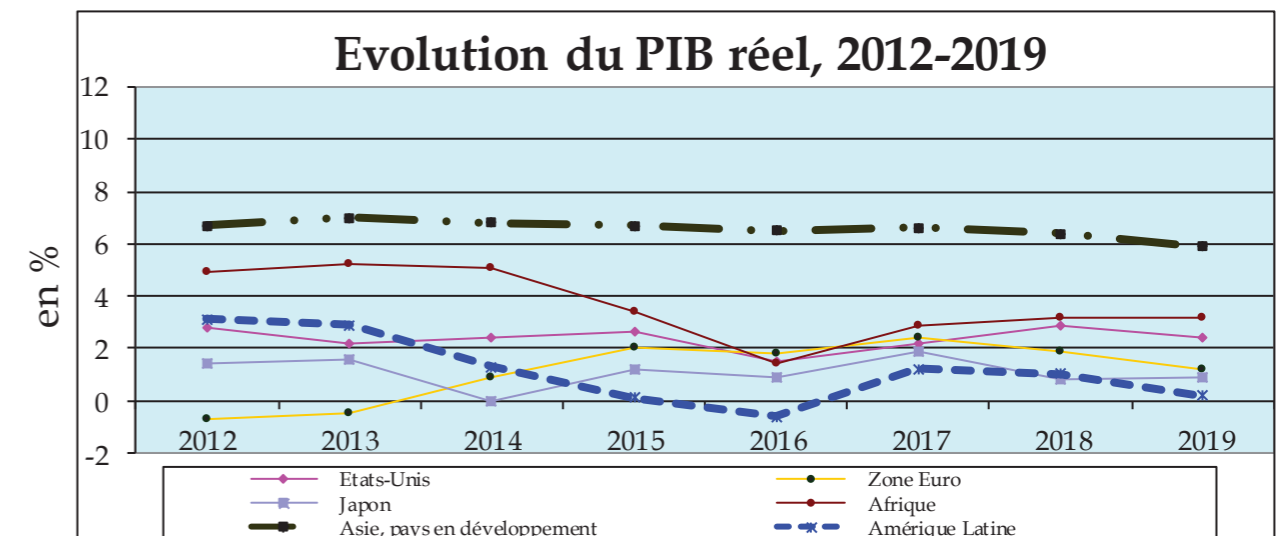
plus de 10% des cours du pétrole brut. Ces cours sont ensuite légèrement retombés, les dégâts se révélant moins étendus qu'on ne le pensait.

Les prix du charbon et du gaz naturel ont également diminué entre les périodes de référence, en raison des attentes d'une moindre demande. Les cours des métaux sont restés stables dans l'ensemble, la baisse des prix du cuivre et de l'aluminium compensant la hausse de ceux du nickel et du minerai de fer entre les périodes examinées.

L'expansion mondiale, vaste et synchronisée, de mi-2016 à mi-2018, a contribué à réduire les écarts de production, en particulier dans les pays avancés, mais n'a pas entraîné de hausse soutenue des prix à la consommation hors alimentation et énergie. Sans surprise, avec le tassement de l'expansion mondiale, l'inflation hors alimentation et énergie s'est éloignée encore plus de la cible dans la plupart des pays avancés, et elle est inférieure aux moyennes historiques dans un grand nombre de pays émergents et de pays en développement. Les rares exceptions à cette vaste tendance au fléchissement de l'inflation sont des pays dans lesquels une forte dépréciation monétaire s'est traduite par une pression à la hausse sur les prix intérieurs (comme en Argentine), ou des pays présentant de graves pénuries de produits de première nécessité (Venezuela).

Dans l'ensemble, les faibles chiffres de l'inflation hors alimentation et énergie et l'influence modeste des prix des produits de base sur l'inflation globale ont entraîné une baisse des attentes d'inflation des prix sur les marchés, en particulier aux États-Unis et dans la zone euro.

Ainsi, dans les économies avancées, le taux d'inflation s'est établi à 1,4% en 2019, contre 1,7% en 2018, alors que dans les pays émergents et les pays en développement, le niveau des prix à la consommation est légèrement monté de 4,3% à 5,0% entre 2018 et 2019.



Sources : FMI, OCDE, UE

1-3 LES PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE EN 2020-2021

Suite au déclenchement de l'épidémie de Coronavirus en Chine à la fin de 2019, le monde est confronté, depuis lors, à une grave crise sanitaire avec d'énormes retombées socio-économiques.

Pour sauver des vies et permettre aux systèmes de soins de faire face à la situation devenue pandémique, il a fallu prendre des mesures d'isolement, de confinement et de

fermeture généralisée en vue de ralentir la propagation du virus. La crise sanitaire a ainsi de graves répercussions sur l'activité économique.

Dans cette situation, une récession mondiale est attendue du fait des perturbations généralisées provoquées par la pandémie. La croissance mondiale devrait s'effondrer, passant de 2,9% en 2019 à une contraction de près de 5% en 2020, soit un recul bien plus marqué que lors de la crise financière de 2008-09.

Selon un scénario de référence fondé sur l'hypothèse d'une atténuation de la pandémie au cours du deuxième semestre de 2020 et d'un relâchement progressif des efforts d'endiguement, l'économie mondiale devrait croître de 5,4% en 2021, à mesure que l'activité économique se normalisera, grâce au soutien des pouvoirs publics.

Les prévisions de croissance mondiale sont cependant extrêmement incertaines. Les conséquences économiques dépendent de facteurs dont l'interaction est difficile à prévoir, notamment l'évolution de la pandémie, l'intensité et l'efficacité des mesures d'endiguement, l'ampleur des perturbations de l'approvisionnement, les répercussions du resserrement spectaculaire des conditions financières mondiales, les mutations des schémas habituels de dépenses, les changements de comportement (la population évite les centres commerciaux et les transports publics, par exemple), les effets sur la confiance et la volatilité des cours des produits de base. De nombreux pays font face à une crise à plusieurs niveaux : choc sanitaire, perturbations économiques internes, chute de la demande extérieure, retournement des flux de capitaux et effondrement des cours des produits de base. Les risques d'une aggravation de la situation prédominent.

II- LES PERFORMANCES ECONOMIQUES DE LA SOUS-REGION

2-1 L'ETHIOPIE

En dépit des troubles sociaux, la croissance du PIB réel s'est accélérée pour s'établir à 9,4% en 2019, contre 7,7% en 2018.

Du côté de l'offre, l'industrie et les services ont continué à tirer la croissance en 2019. L'industrie a été stimulée par la construction, notamment celle des parcs industriels et des infrastructures. Bien que la part de l'agriculture dans le PIB ait diminué, le secteur emploie toujours plus de 70% de la main d'œuvre éthiopienne. Le secteur manufacturier représente moins de 10% du PIB.

Du côté de la demande, la consommation privée et l'investissement intérieur ont été les principaux moteurs de la croissance en 2019, mais l'investissement intérieur a ralenti, sous l'effet de l'assainissement budgétaire.

La politique monétaire s'est avérée stricte. Toutefois, l'inflation est restée élevée, passant de 13,8% en 2018 à 15,8% en 2019, au-dessus de l'objectif de 8% de la Banque Centrale en raison des avances fournies par elle-même pour financer le déficit budgétaire. Le taux de change flottant géré de l'Éthiopie prévoit une dépréciation annuelle de 5 à 6% pour tenir compte des écarts d'inflation avec les partenaires commerciaux. La forte inflation a toutefois contribué à la surévaluation du Birr éthiopien malgré la dévaluation de 15% en 2017, ce qui a nécessité un passage progressif à un taux de change plus compétitif.

L'assainissement budgétaire a permis d'assurer des déficits budgétaires faibles et stables, malgré un faible ratio impôts/PIB de 11% en moyenne pour la période 2016–2019. Des réformes budgétaires sont en cours pour stimuler la mobilisation des recettes, mais le financement du déficit par des avances de la banque centrale a alimenté l'inflation et réduit l'efficacité de la politique monétaire.

Les déficits du compte courant ont été moindres en raison de la réduction progressive des projets d'investissement à forte intensité d'importations, conformément à la stratégie du gouvernement pour réduire les emprunts extérieurs, et ont été partiellement compensés par des transferts officiels et privés. La note de viabilité de la dette de l'Éthiopie s'est dégradée, atteignant en 2018 le niveau de « risque élevé » en raison de la détérioration des termes de l'échange et des faibles performances à l'exportation qui en ont découlé.

Les perspectives économiques sont moins bonnes, et la croissance du PIB réel devrait être ramenée à 3,2% en 2020 et 4,3% en 2021 grâce aux réformes politiques et économiques en cours et à la normalisation des relations avec les voisins de l'Éthiopie. La croissance devrait bénéficier du Programme de réforme économique national qui vise à remédier aux déséquilibres macroéconomiques et à débloquent les goulets d'étranglement structurels et sectoriels, en améliorant la gouvernance des entreprises publiques et en renforçant les capacités institutionnelles. Les mesures visant à ouvrir des secteurs clés à la concurrence, notamment les transports, la logistique, l'industrie manufacturière et les télécommunications, devraient attirer les investissements privés, catalyser les services à forte valeur ajoutée et stimuler la compétitivité.

2-2 L'ÉRYTHÉE

Après une hausse de 13% en 2018, la croissance du PIB réel de l'Érythrée a chuté à 3,8% en 2019 en raison de la faiblesse de la demande domestique finale d'investissements et d'exportations.

Du côté de l'offre, les secteurs minier et agricole sont restés les principaux contributeurs à la croissance du PIB réel. Du côté de la demande, les investissements publics dans les infrastructures, notamment dans les secteurs de l'énergie, des routes et de l'irrigation, soutiennent la croissance.

L'économie a connu une chute persistante des prix à la consommation pendant trois années consécutives (2017–2019), avec une baisse de 13,3% en 2017, de 14,4% en 2018 et d'environ 16,4% en 2019. La déflation est structurellement alimentée par le bas niveau des prix des biens de consommation importés, soutenu par le commerce de contrebande et un taux de change surévalué (de 14,9% en termes réels).

Le déficit budgétaire est estimé à 1,5% du PIB en 2019, contre un excédent de 4,2% en 2018, et le crédit intérieur devrait croître de 1,4%. Avec une dette totale de 189,2% du PIB en 2019, l'Érythrée est déjà exposée à un risque élevé de surendettement, ce qui réduit sa capacité d'endettement. Si la majeure partie de cette dette est domestique, la dette extérieure représente environ les deux tiers du PIB.

L'excédent de la balance courante est tombé à 12,1% du PIB en 2019, en raison principalement d'une baisse des exportations nettes. En 2019, les réserves internationales brutes couvraient selon les estimations 2,3 mois d'importations, contre 2,6 mois en 2018, mais elles sont loin d'être suffisantes pour résister aux chocs extérieurs.

Les perspectives économiques sont incertaines, avec une croissance du PIB réel de 0,1% en 2020 et 5,9% en 2021. La croissance du revenu par habitant devrait passer de 1,8% en 2019 à 2,6% en 2021. Cette perspective s'appuie sur la levée des sanctions de l'ONU, les dividendes tirés de la poursuite de l'Accord de paix et d'amitié de septembre 2019 avec l'Éthiopie et la cessation des hostilités avec Djibouti. Cela a ouvert la voie au retour de différentes organisations internationales qui appuieront divers secteurs de l'économie.

L'Érythrée affiche toujours un indicateur du développement humain faible, se classant au 182^{ème} rang sur 189 pays.

2-3 LA SOMALIE

L'économie a connu une croissance estimée à 2,9% en 2019, en hausse par rapport aux 2,8% de 2018. Ce rebond est principalement dû à la reprise de l'agriculture et à la forte demande des consommateurs. Après avoir culminé à 5,1% en 2018, l'inflation a diminué pour atteindre un taux estimé à 4,4% en 2019, à la suite de l'ajustement à la baisse des prix des denrées alimentaires. Les finances publiques sont restées en équilibre, compte tenu des restrictions imposées depuis 2016 aux nouveaux emprunts publics dans le cadre des programmes de surveillance du personnel et de la nécessité de maîtriser l'inflation.

Le déficit des comptes courants s'est amélioré, passant de 9% du PIB en 2018 à 8,3% en 2019, en raison de la reprise des exportations de bétail et du ralentissement de la croissance des importations. Dans le compte courant de la Somalie, l'aide et les envois de fonds ont généralement permis de compenser les déficits, tandis que les investissements directs étrangers sont restés modestes.

Le contrôle limité de la masse monétaire dû à la contrefaçon et à la dollarisation de l'économie, conjugué à la faiblesse de l'équilibre budgétaire, laisse au Gouvernement peu de marge de manœuvre pour soutenir la croissance à court terme. Malgré une dollarisation généralisée, le shilling somalien est resté assez stable, ne se dépréciant que de 5,7% depuis 2017.

La croissance du PIB devrait reculer à 2,5% en 2020 et remonter à 2,9% en 2021. L'amélioration de la situation en matière de sécurité, la normalisation des relations avec les institutions financières internationales et les perspectives d'allègement de la dette dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) en 2020 offrent des possibilités de relever les défis économiques et sociaux. La Somalie a mis en œuvre de manière satisfaisante trois programmes suivis par le FMI depuis 2016, renforçant ainsi la légitimité de l'État et améliorant la gestion et la performance macroéconomiques. Ces programmes ont permis de remédier à certaines rigidités structurelles et faiblesses institutionnelles.

2-4 LE YÉMEN

Après cinq ans de combats, le conflit yéménite a connu une petite avancée diplomatique : le Gouvernement yéménite et le Conseil de transition du sud, qui a fait sécession en 2017, ont signé le 5 novembre 2019 à Riyad un accord de paix, sous l'égide de l'Arabie Saoudite.

La guerre a déclenché l'une des plus grandes crises humanitaires au monde. Près de 80% de la population souffre d'insécurité alimentaire et sanitaire, dix millions de personnes dépendent de l'aide alimentaire pour survivre. Par ailleurs, les infrastructures du pays ont été lourdement endommagées. Les dysfonctionnements des installations sanitaires et l'accès difficile à l'eau potable favorisent la propagation des maladies. Les perspectives économiques du Yémen dépendent entièrement de la capacité des acteurs politiques à trouver une issue au conflit.

En 2019, l'économie yéménite a enregistré une croissance de 2,1%, contre 0,8% en 2018. Le pays renoue avec la croissance, mais celle-ci reste entravée par la fragmentation des institutions, l'interruption de nombre de services publics, l'isolation du pays, ainsi que la violence. La production d'hydrocarbures a continué son augmentation en 2019 : la compagnie d'État Safer a repris la production sur le bassin de Marib en octobre 2019 et livre 5.000 barils par jour. La tendance devrait se poursuivre en 2020, car les compagnies d'État semblent s'intéresser aux gisements de plus petite taille.

L'investissement demeure quasiment inexistant et l'activité est pénalisée par les pénuries de carburant et d'électricité. En 2020, sous l'hypothèse forte que la situation politique se maintienne, la récession devrait avoisiner les 3 %, aggravant les niveaux de pauvreté et les besoins économiques de la reconstruction.

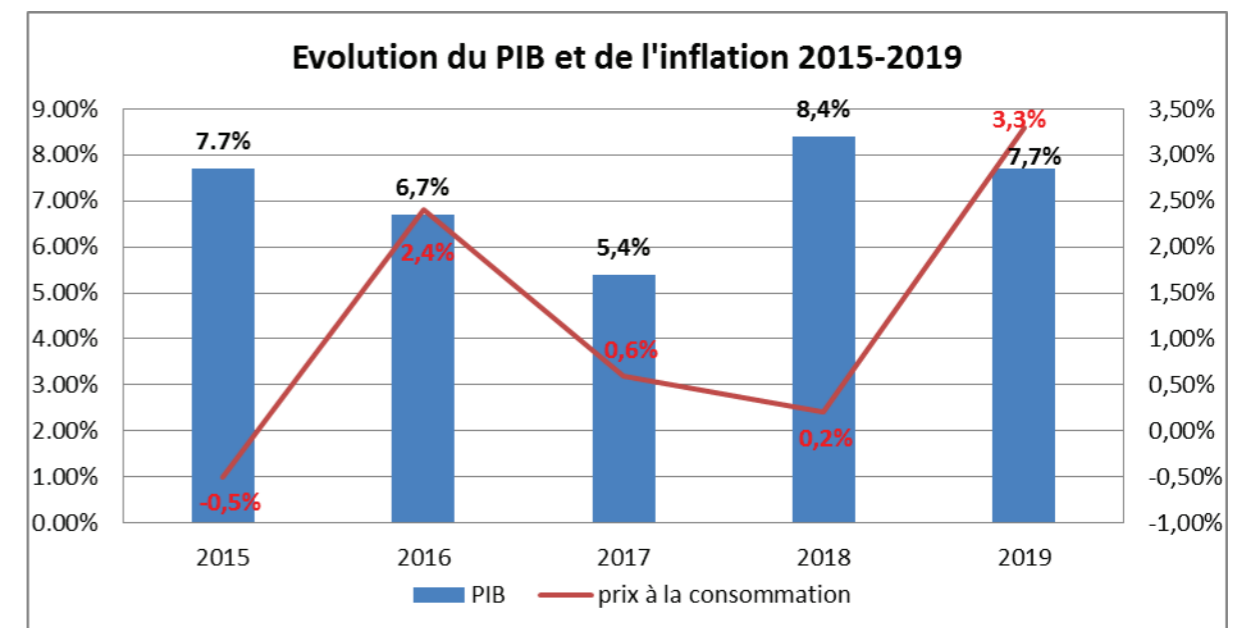
Les finances publiques ont connu une nette amélioration en 2019. Le cadre technique et les capacités de l'administration ont été partiellement rétablis, ce qui a permis d'élaborer le premier budget détaillé depuis cinq ans. Les revenus se sont rétablis grâce aux hydrocarbures, 32 % du total, leur plus haut niveau depuis 2014. La collecte des taxes a aussi connu une amélioration : l'État a donc pu redémarrer le versement des salaires aux fonctionnaires et aux retraités dans les territoires des zones échappant à son contrôle, permettant d'accroître le pouvoir d'achat des ménages. L'enjeu principal des finances publiques est aujourd'hui d'assurer le soutien aux populations vulnérables. Le

financement des déficits dépendra des donateurs internationaux. Dans le cas d'un soutien insuffisant, l'État pourrait recourir à des méthodes inflationnistes de financement.

CHAPITRE -II- L'ECONOMIE DJIBOUTIENNE

Après la croissance de 8,4% enregistrée en 2018, l'activité économique est restée soutenue en 2019 avec une hausse de 7,7% du PIB réel, portée par le dynamisme des secteurs de la construction, des transports, du commerce et tourisme ainsi que des activités financières.

Le niveau général des prix à la consommation s'est inscrit en hausse avec un taux d'inflation, en glissement annuel, qui est monté de 0,2% en 2018 à 3,3% en 2019, sous l'effet de l'augmentation des prix des produits alimentaires, des boissons et tabacs, des articles de l'habillement.



Source : Autorités Djiboutiennes

Concernant l'analyse de la situation économique nationale, notamment à propos de l'évolution du secteur réel, il est à noter des développements majeurs qui ont fortement impacté les données du PIB.

Tout d'abord, la révision des comptes nationaux pour la période 2013-2017 (avec 2017 comme nouvelle année de base) opérée par l'Institut National de la Statistique de Djibouti (INSD), permet désormais de disposer de données nationales fiables pour le calcul et les projections du PIB. De plus, l'intégration des données des Zones Franches dans le calcul du PIB, donne un meilleur reflet de la production nationale.

Aussi, la BCD qui réalisait ses propres estimations du PIB, utilise désormais les données du cadrage national, communément adopté, dans le cadre de son Rapport annuel.

Evolution de la production sectorielle, 2015-2019						
En millions FDJ						
Composantes	2015	2016	2017	2018	2019	Var. 2019/18
PRIMAIRE	4 316	4 127	5 578	6 430	6 777	5,4%
Agriculture	1 205	1 294	1 359	1 416	1 515	7,0%
Sylviculture	247	254	260	264	282	6,8%
Élevage	1 820	1 645	2 910	3 660	3 825	4,5%
Pêche	1 044	934	1 049	1 090	1 155	6,0%
SECONDAIRE	48 252	51 202	58 422	84 898	93 062	9,6%
Industries	11 328	12 190	13 993	15 348	16 407	6,9%
Bâtiment et travaux publics	17 446	18 108	21 598	44 383	49 709	12,0%
Extraction	1 406	1 459	1 741	3 577	4 006	12,0%
Electricité et eau	18 072	19 445	21 090	21 590	22 940	6,3%
TERTIAIRE	335 305	360 114	373 346	384 513	415 654	8,1%
Commerce	105 545	107 502	116 710	125 474	137 928	9,9%
Transports et communications	102 778	110 571	110 597	109 657	119 314	8,8%
Banques et assurances	13 982	15 384	16 079	17 480	19 141	9,5%
Autres Services marchands	36 984	37 796	38 363	38 659	40 365	4,4%
Autres Services non marchands	21 934	22 551	23 053	23 463	25 105	7,0%
Administrations publiques	54 082	66 310	68 544	69 780	73 801	5,8%
Valeur ajoutée totale	387 873	415 443	437 346	475 841	515 493	8,3%
Taxes indirectes nettes	30 731	31 010	33 203	34 297	33 977	-0,9%
PIB constant	418 604	446 453	470 549	510 138	549 470	7,7%

Source : Autorités Djiboutiennes

I- LE SECTEUR PRIMAIRE

En 2019, le secteur primaire a enregistré une progression de 5,4%, en baisse par rapport à la hausse de 15,3% réalisée en 2018. Dans ce secteur, l'élevage représente le segment le plus important, suivi respectivement de l'agriculture, de la pêche et de la sylviculture.

Avec une contribution à hauteur de 1,2%, la part du secteur primaire dans la formation du PIB demeure relativement faible, mais dispose cependant d'une grande marge de progression, eu égard des fortes potentialités de ce secteur.

1- 1 L'agriculture

Avec une superficie de terres arables estimée à seulement 10.000 hectares (ha), le climat est une contrainte majeure pour le développement de l'agriculture à Djibouti. En 2019, le secteur primaire a généré 6.777 millions FDJ de valeur ajoutée, dont 1.515 millions FDJ proviennent de l'agriculture, soit une contribution à hauteur de 22,4% à la valeur ajoutée du secteur. Par rapport à l'exercice 2018, ce secteur a réalisé une hausse de 7%.

Désignation	Campagne agricole 2017/2018	Campagne agricole 2018/2019
Superficies cultivées (ha)	1.543	1.560
Nombre d'exploitations agricoles	1.982	2.000
Production agricole (tonnes)	8.470	9.500

Source : Direction de l'Agriculture

En 2019, la superficie cultivée et le nombre d'exploitations agricoles se sont respectivement accrus de 1,1% et de 0,9% ; entre 2018 et 2019, la superficie cultivée est passée de 1.543 à 1.560 ha et les exploitations agricoles ont atteint 2.000, contre 1.982 exploitations en 2018.

La production agricole, quant à elle, augmente de 12,2% sur la période 2018-2019, passant de 8.470 tonnes à 9.500 tonnes. Cette hausse de la production agricole s'explique, en partie, par l'investissement public (5,9% du PIB en 2019 en faveur de l'agriculture) qui vise à atteindre des objectifs de sécurité et d'autosuffisance alimentaires. On note, en outre, une forte montée des initiatives privées qui, année après année, drainent d'importantes ressources en direction du secteur.

1-2 L'ELEVAGE

Les activités liées à l'élevage jouent un rôle important dans la sécurité alimentaire. La possession d'animaux permet de passer d'une situation d'assisté à celle d'acteur économique. Cet élevage aux multiples fonctions constitue le principal moyen de survie de la population rurale grâce à l'autoconsommation. Les conditions naturelles rudes, dont les sécheresses récurrentes, constituent le principal frein à son développement.

L'élevage occupe actuellement environ 150.000 personnes, notamment des éleveurs nomades, des agro-pastoraux, des commerçants de bétail, des bouchers, des activités et métiers connexes.

En 2019, ce sous-secteur demeurant le plus important du secteur primaire, avec une contribution à hauteur de 57%, a crû de 4,5% par rapport à 2018.

Entre 2018 et 2019, le nombre de bétail exporté est passé de 610.332 à 751.064 têtes, ce qui constitue une nette amélioration de 23,1%, après le repli de l'ordre de 6,1% observé en 2018.

Évolution du nombre de bétail exporté, 2010-2019				
Année	Bovins	Petits ruminants	Camelins	Total
2010	49.315	215.393	129.927	394.635
2011	55.943	245.487	76.659	378.089
2012	48.439	449.009	38.053	535.501
2013	45.830	461.464	10.878	518.172
2014	54.777	509.505	3.791	568.073
2015	55.470	350.147	37.444	443.061
2016	55.825	156.772	16.285	228.882
2017	14.040	595.396	40.909	650.345
2018	3.733	551.260	55.339	610.332
2019	4.915	666.139	80.410	751.064

Source : Direction de l'Élevage

Au terme de 2019, les têtes de bétail suivies et traitées au Centre de quarantaine sont retombées à 132.575 têtes, contre 180.308 têtes en 2018, soit un recul de 26,5% d'une année à l'autre.

Évolution du cheptel suivi et traité 2010 – 2019	
Année	Effectif bétail
2010	112.961
2011	166.798
2012	139.577
2013	116.214
2014	120.686
2015	127.517
2016	107.694
2017	178.068
2018	180.308
2019	132.575

Source : Direction de l'Élevage

1-3 LA PECHE

Avec ses côtes longues de 372 kilomètres, Djibouti dispose d'importantes ressources halieutiques. Le secteur de la pêche constitue ainsi un levier efficace de production de richesses, mais aussi d'emplois générateurs de revenus. Toutefois, son potentiel est sous-exploité et le secteur contribue encore très faiblement à la formation du PIB.

En 2019, la pêche a permis de générer une valeur ajoutée de 1.155 millions FDJ sur les 6.777 millions FDJ produits par le secteur primaire, avec une contribution au PIB à hauteur de 17%, soit au même niveau qu'en 2018.

En termes de quantité de poissons pêchés, l'année 2019 marque un recul de 37,8% avec une production de 2.270 tonnes, contre 3.648 tonnes en 2018.

La ville de Djibouti concentre plus de 77,5% de la quantité de poissons pêchés expliqué par la concentration de la population dans la capitale.

II-LE SECTEUR SECONDAIRE

2-1 L'ENERGIE ELECTRIQUE

La production d'électricité a atteint 605.150 MW en 2019, contre 580.856 MW en 2018, soit une variation positive de 4,2%. Cette progression est plus importante que celle observée entre 2017 et 2018 avec 2,5%.

La consommation électrique a augmenté de 7% en 2019 par rapport à 2018, passant de 469.358 MW à 502.244 MW. Le nombre d'abonnés est, quant à lui, monté de 62.117

foyers en 2018 à 65.568 foyers en 2019, soit 3.451 foyers supplémentaires raccordés au réseau électrique, ce qui va dans le sens des attentes en matière de politique visant à garantir l'accès de l'électricité à l'ensemble de la population. En 2019, le prix moyen de vente est resté au même niveau qu'en 2018, à 54 francs Djibouti le Kwh.

Production et consommation d'électricité, 2015-2019						
	2015	2016	2017	2018	2019	Var. 2019/18
Production en MW	492.088	537.340	566.859	580.856	605.150	4,2%
Consommation en MW	396.754	422.808	461.141	469.358	502.244	7,0%
Taux rendement commercial (%)	80,6	78,7	81,3	80,8	83	2,7%
Nombre d'abonnés	53.007	56.062	58.708	62.117	65.568	5,6%
Prix moyen vente (FDJ)	42	56	56	54	54	0%

Source : EDD

2-2 L'EAU

En 2019, la production d'eau a atteint 21,1 millions m³, soit une hausse de 6,1% par rapport aux 19,9 millions m³ produits en 2018. La consommation d'eau s'étant, pour sa part, montée à 15,6 millions m³, contre 13,7 millions m³ en 2018, a progressé de 13,5% d'une année à l'autre.

Le taux de perte sur le réseau a relativement baissé au cours de ces dernières années pour atteindre 26% en 2019 et perdant 4,9 points de pourcentage par rapport à 2018. Dans le même temps, le nombre d'abonnés est en forte augmentation avec une hausse de 11,8% entre 2018 et 2019.

Production et consommation d'eau, 2015-2019						
	2015	2016	2017	2018	2019	Var. 2019/18
Production (milliers m³)	18.068	17.921	18.965	19.913	21.118	6,1%
Consommation (milliers m³)	11.966	12.337	13.155	13.742	15.598	13,5%
Pertes sur le réseau (%)	33,8	31,1	30,6	30,9	26	-15,9%
Nombre d'abonnés	36.165	39.495	41.201	45.825	51.216	11,8%

Source : ONEAD

III- LE SECTEUR TERTIAIRE

Le secteur des services reste le principal moteur de la croissance de l'économie Djiboutienne, axé principalement sur le secteur des transports, notamment portuaires, le commerce, les télécommunications et les activités financières qui progressent à un rythme soutenu.

Globalement, le secteur tertiaire a connu une croissance de 8,1% à l'issue de l'année 2019, légèrement plus élevée que la hausse de 5,5% enregistrée en 2018. Ce secteur pèse pour 75,6% dans la formation du PIB.

3-1 LE TRAFIC DU PORT DE DJIBOUTI SOCIETE ANONYME (PDSA)

Le trafic global du PDSA qui s'est élevé à 10,4 millions de tonnes métriques, contre 9,3 millions en 2018, a enregistré une progression de 12%, d'une année à l'autre.

Trafic total du PDSA, 2015-2019						
En tonnes métriques						
	2015	2016	2017	2018	2019	Var. 2019/18
Marchandises	5.697.906	7.017.817	5.668.744	5.108.132	5.986.279	17,2%
Djibouti	691.193	767.605	586.562	294.353	442.531	50,3%
Transit	4.905.282	6.203.551	4.940.795	4.778.681	5.484.977	14,8%
Transbordement	101.431	46.662	141.387	35.098	58.771	67,4%
Hydrocarbures	3.817.945	3.765.198	4.213.636	4.197.757	4.435.500	5,7%
Total	9.515.851	10.783.015	9.882.380	9.305.889	10.421.779	12%

Source : PDSA

Le volume total des marchandises traité au Port de Djibouti, s'étant établi à près de 6 millions de tonnes métriques en 2019, contre 5,1 millions de tonnes métriques l'année précédente, affiche une progression annuelle de 17,2%. Ce résultat est le produit de la hausse conjointe du trafic de marchandises djiboutien (+50,3%), des activités de transit (+14,8%) et du transbordement (+67,4%). Après un léger recul de l'ordre de 0,4% observé en 2018, les hydrocarbures ont enregistré une hausse de 5,7% en 2019.

3-1-1 Le trafic éthiopien

Le trafic éthiopien continue de se redresser, après les contractions de 8,6% et de 0,3% enregistrées en 2017 et 2018. Ce dernier, avec 9,4 millions de tonnes métriques traitées en 2019, réalise une progression de 10,7% par rapport à l'année 2018.

Evolution du trafic éthiopien, 2015-2019						
<i>En tonnes métriques</i>						
	2015	2016	2017	2018	2019	Var. 2019/18
Transit Import	4.822.327	6.102.493	4.707.910	4.612.038	5.279.389	14,5%
Transit Export	82.955	101.057	232.885	166.644	208.915	25,3%
Hydrocarbures	2.944.082	3.113.340	3.576.083	3.714.327	3.916.736	5,4%
Total	7.849.364	9.316.890	8.516.878	8.493.009	9.405.040	10,7%

Source : PDSA

Les importations de marchandises sèches destinées au marché éthiopien et les exportations éthiopiennes ont connu, respectivement, une hausse de 14,5% et de 25,3% entre 2018 et 2019, alors que le trafic des hydrocarbures a enregistré une progression de 5,4% sur la même période.

Part du trafic éthiopien en pourcentage du trafic global, 2015-2019						
	2015	2016	2017	2018	2019	Var. 2019/18
Marchandises	86,10%	88,40%	87,16%	93,50%	91,68%	-1,9%
Hydrocarbures	77,10%	82,70%	84,90%	88,50%	88,30%	-0,2%
Total	82,50%	86,40%	86,20%	91,30%	90,24%	-1,2%

Source : PDSA

La part du trafic éthiopien a légèrement reculé en 2019, atteignant 90,2% contre 91,3% du trafic global traité en 2018 ; cette contraction concerne surtout les parts de marchandises sèches et, dans une moindre mesure, les hydrocarbures.

3-1-2 Le trafic djiboutien

Le trafic total djiboutien ayant atteint 844.030 tonnes métriques en 2019, contre 665.046 tonnes métriques en 2018, s'est accru de 26,9% d'une année à l'autre. Ce résultat est lié à la forte hausse des marchandises importées (+39,7%) et le bond des exportations locales (+619,9%). Les importations d'hydrocarbures sont également reparties à la hausse (+8,3%) comparativement à 2018, après avoir enregistré un net recul depuis 2015.

Evolution du trafic djiboutien, 2015-2019						
<i>En tonnes métriques</i>						
	2015	2016	2017	2018	2019	Var. 2019/18
Importations locales	658.020	720.478	568.844	288.951	403.643	39,7%
Exportations locales	33.173	47.126	17.718	5.402	38.888	619,9%
Hydrocarbures	671.220	545.360	518.692	370.693	401.499	8,3%
Total	1.362.413	1.312.964	1.105.254	665.046	844.030	26,9%

Source : PDSA

CHAPITRE –I- LA SITUATION DES FINANCES PUBLIQUES

Le budget de l'Etat s'est monté à 133,9 milliards FDJ au terme de l'année 2019, contre 134,2 milliards FDJ à fin 2018, affichant ainsi une légère contraction de 0,2% d'une année à l'autre. La hausse des recettes et des dons d'une part, et la réduction des dépenses d'autre part, ont permis toutefois, d'améliorer l'équilibre budgétaire avec un déficit public (sur base engagement) qui a été ramené à 0,9% du PIB en 2019, alors qu'il atteignait 2,5% du PIB en 2018.

Tableau des opérations budgétaires de l'État, 2016-2019					
<i>En millions FDJ</i>					
Rubriques	2016	2017	2018	2019	Var. 2019/18
Recettes et Dons	112 810	116 138	123 930	128 931	+4,0%
Recettes intérieures	105 231	107 212	106 311	109 283	+2,8%
Dons officiels	7 579	8 927	17 619	19 648	+11,5%
Dépenses	119 781	117 172	134 200	133 968	-0,2%
Dépenses courantes	83 013	87 024	91 841	91 934	+0,1%
Investissements	36 768	30 147	42 359	42 034	-0,8%
Solde global (base ordonnancements, dons inclus)	-6 972	-1 033	-10 270	-5 037	-50,9%
Solde global (en % du PIB)	-2,1%	-0,3%	-2,5%	-0,9%	+1,6%
Variations des arriérés (signe moins en positif)	-1 650	-363	1 993	2 871	+44,0%
Solde global, (base caisse)	-8 622	-1 396	-8 277	-2 166	-73,8%
Solde global base caisse (en % du PIB)	-2,6%	-0,4%	-2%	-0,4%	+1,6%
Financement	4 648	1 467	9 147	3 326	-63,6%
Intérieur	-1 885	-2 602	511	-4 947	-868,1%
Extérieur	6 533	4 069	8 636	8 273	-4,2%
Déficit Résiduel	-3 974	71	870	1 160	+33,3%

Source : Ministère du Budget

I - LES RECETTES ET DONNS

Les ressources totales mobilisées en 2019 se sont établies à 128,9 milliards FDJ, contre 137,6 milliards FDJ prévus par la Loi de Finance Rectificative (LFR), ce qui représente un niveau de réalisation de 93,7% et une moins bonne performance que le taux de 97,7% réalisé en 2018. La mobilisation des recettes intérieures et des Dons qui n'a pas atteint les

objectifs escomptés dans la LFR 2019 explique cette baisse de performance, en termes de mobilisation des ressources publiques.

Dans l'ensemble, le total des ressources publiques, étant passé de 123,9 milliards FDJ en 2018 à 128,9 milliards FDJ, a toutefois progressé de 4%, entre 2018 et 2019.

1-1 LES RECETTES INTERIEURES

Les recettes intérieures, atteignant un total de 109,3 milliards FDJ, n'ont pas été à la hauteur des prévisions qui ciblaient un montant de 114,2 milliards FDJ, mais sont tout de même en progression par rapport aux 106,3 milliards FDJ de ressources collectées en 2018.

1-1-1 Les recettes fiscales

Ayant atteint 71,4 milliards FDJ au terme de 2019, contre 69 milliards FDJ à fin 2018, les recettes fiscales ont réalisé une progression annuelle de 3,5%. Cependant, le niveau de mobilisation de ces recettes est resté inférieur au montant programmé dans la LFR 2019 qui était de 75 milliards FDJ.

Les impôts directs, s'établissant à 30,5 milliards FDJ en 2019, ont enregistré une hausse de 5,9% par rapport aux 28,8 milliards FDJ collectés en 2018. Les impôts indirects ont, de leur côté, affiché une hausse de 3,5%, passant de 36,6 milliards FDJ en 2018 à 37,9 milliards FDJ à fin 2019. Les impôts indirects ont également dépassé de 197 millions FDJ l'objectif visé dans la LFR 2019.

Les autres recettes fiscales, ayant atteint 3 milliards FDJ en 2019, contre 3,6 milliards FDJ en 2018, ont baissé de 16,7% sur la période et, sont par ailleurs, restées inférieures aux prévisions de la LFR 2019, avec un manque à gagner de 3 milliards FDJ.

Au terme de l'exercice 2019, les recettes fiscales mobilisées ont représenté 65,3% des recettes intérieures, un meilleur niveau qu'en 2018 où ces recettes représentaient 64,9% des ressources intérieures.

1-1-2 Les recettes non fiscales

Les recettes non fiscales, avec un total de 37,86 milliards FDJ en 2019, ont légèrement progressé par rapport aux 37,3 milliards FDJ de recettes réalisées au terme de l'année 2018. Les ressources d'origine non fiscales mobilisées en 2019 n'ont cependant pas atteint le montant projeté (39,2 milliards FDJ) dans le cadre de la LFR 2019.

Les recettes domaniales collectées à hauteur de 8,3 milliards FDJ en 2019, contre 7,9 milliards FDJ en 2018, ont augmenté de 5,1%, avec un taux de réalisation de 86% par rapport au montant prévu dans la LFR 2019. Les autres recettes, telles que les redevances sur les produits pétroliers et miniers, ainsi que les produits divers, passant de 7,8 à 8,2 milliards FDJ, entre 2018 et 2019, ont progressé de 5,1% d'une année à l'autre.

Les loyers perçus au titre des bases militaires étrangères, s'étant montés à 21,3 milliards FDJ en 2019, contre 21,6 milliards FDJ en 2018, ont légèrement baissé et affichent un taux de réalisation de 95,9% des montants attendus dans la LFR 2019.

1-2 LES DONNS

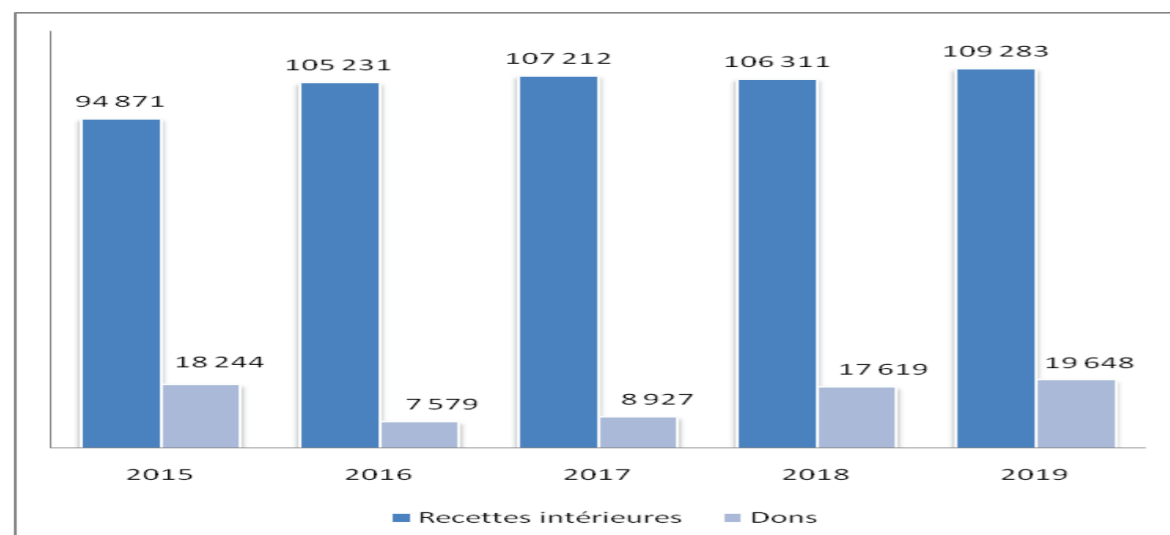
Les dons officiels reçus par la République de Djibouti, en s'établissant à 19,6 milliards FDJ au terme de l'année 2019, contre un total de 17,6 milliards FDJ mobilisé en 2018, ont

ainsi progressé de 11,4%, mais affichent un taux de réalisation de 84,1% inférieur au taux de 166% réalisé en 2018.

Les dons affectés aux projets sociaux (380 millions FDJ) et aux investissements publics (7,5 milliards FDJ), atteignant au total 7,9 milliards FDJ à fin 2019, ont enregistré une contraction de l'ordre de 41% par rapport aux 13,4 milliards FDJ reçus en 2018.

Les dons non-affectés aux projets ont, pour leur part, réalisé un bond de 181%, passant de 4,2 milliards FDJ en 2018 à 11,8 milliards FDJ en 2019.

Évolution des recettes intérieures et des dons en millions FDJ, 2015-2019

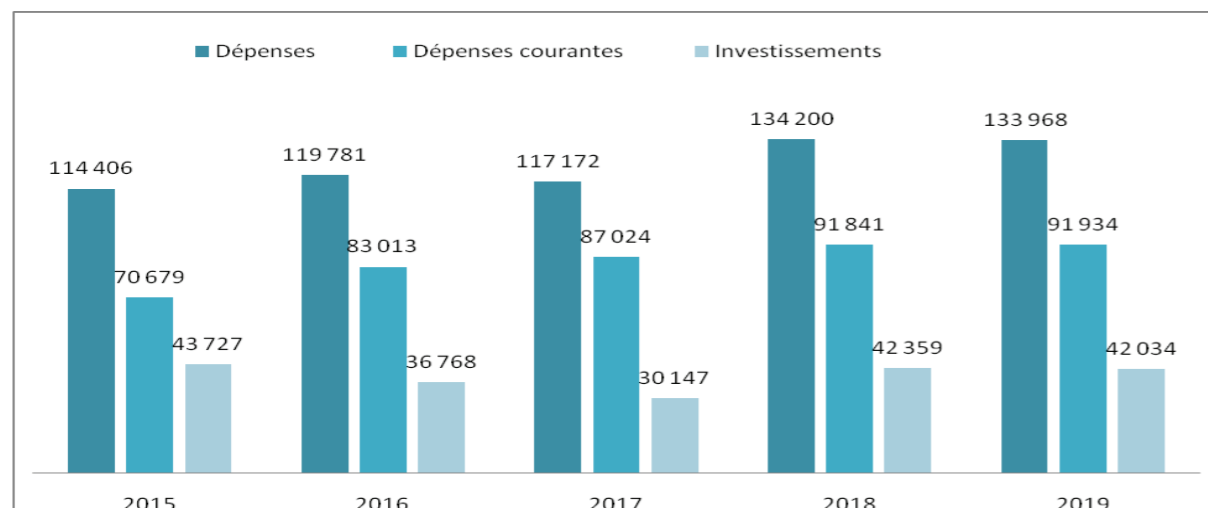


Source : Ministère du Budget

II - LES DEPENSES TOTALES

Au terme de l'exercice 2019, les dépenses de l'Etat ont été arrêtées à 133,9 milliards FDJ, contre 134,2 milliards à fin 2018, soit en recul annuel de 0,2%. Ces dépenses sont toutefois restées inférieures au montant programmé (139,2 milliards FDJ) dans la LFR 2019.

Evolution des dépenses 2015-2019, en millions FDJ



Source : Ministère du Budget

2-1 LES DEPENSES COURANTES

Les dépenses courantes, passées de 91,8 milliards FDJ à 91,9 milliards FDJ, entre 2018 et 2019, sont pratiquement restées au même niveau sur la période sous revue, avec un léger dépassement du montant prévu (91,5 milliards FDJ) dans la LFR 2019.

Les dépenses au titre des salaires, atteignant 35,6 milliards FDJ en 2019, contre 35,5 milliards FDJ, en 2018, enregistrent une hausse annuelle de 0,3% et un dépassement du même ordre par rapport au montant prévu (35,5 milliards FDJ) dans la LFR 2019.

Les dépenses de matériels, établies à 29,4 milliards FDJ à fin 2019, contre 29,9 milliards FDJ en 2018, ont baissé de 1,7%, mais dépassent de 1,9 milliards FDJ le montant alloué pour ce chapitre (27,5 milliards FDJ) par la LFR 2019.

Les dépenses d'entretien sont passées de 1,6 à 1,3 milliards FDJ et ont ainsi régressé de 18,7%, entre 2018 et 2019. Le poste des transferts atteignant, quant à lui, 18,1 milliards FDJ en 2019, contre 17,5 milliards FDJ en 2017, a affiché un accroissement annuel de 3,4%, avec un léger dépassement par rapport aux 18,4 milliards FDJ budgétisés pour cette rubrique dans la LFR 2019. L'augmentation de toutes les composantes du chapitre des transferts explique l'évolution de ce poste.

2-2 LES DEPENSES D'INVESTISSEMENTS

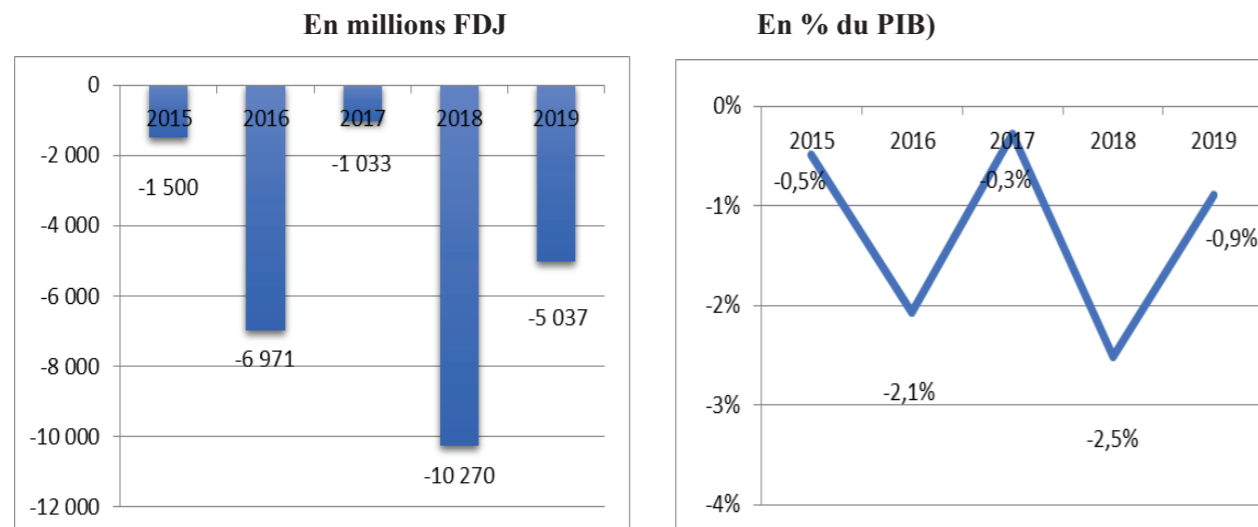
Les dépenses d'investissements, avec un total de 42 milliards FDJ en 2019, contre 42,3 milliards FDJ à fin 2018, sont restées quasiment au même niveau, d'une année à l'autre. Les objectifs d'investissements visés par la LFR 2019 (soit un montant de 47,7 milliards FDJ) n'ont pas été atteints. Le bond des investissements sur financement intérieur, qui sont passés de 17,2 milliards FDJ à 22,7 milliards FDJ, entre 2018 et 2019, a non seulement compensé le recul (-23,2%) des investissements sur financements extérieurs, mais a également permis de dépasser à hauteur de 745 millions FDJ le montant des investissements sur financement intérieur prévu dans la LFR. En 2019, les investissements sur ressources intérieures représentent 54% du total des dépenses d'investissements, alors qu'ils en représentaient 40,7% en 2018.

Les dépenses d'investissements sur financements extérieurs sont passées de 25,1 à 19,3 milliards FDJ entre 2018 et 2019. Parmi ces dépenses, les investissements financés sous forme de dons et sous forme de prêts extérieurs ont tous deux reculé, respectivement, de 41% et de 4,8% en douze mois.

III- LE SOLDE BUDGETAIRE

L'exercice budgétaire 2019 s'est clôturé avec un déficit public atteignant 0,9% du PIB sur base ordonnancement, le déficit se situait à 2,5% du PIB en 2018. Sur base caisse, le déficit est ramené à 0,4% en 2019, contre 2% du PIB en 2018.

Évolution du déficit global base ordonnancement, 2015-2019



Source : Ministère du Budget

CHAPITRE -II- LA MONNAIE ET LE CREDIT

I - LA MONNAIE

S'établissant à 380.600 millions FDJ en 2019, contre 349.879 millions FDJ une année auparavant, la masse monétaire au sens large a enregistré une hausse annuelle de 8,8%. Ce regain de l'offre monétaire découle de la bonne performance de l'ensemble des contreparties de la masse monétaire qui sont les avoirs extérieurs nets (+0,7%), les crédits intérieurs (+12,4%) et les autres postes nets (-22,7%) sur la période observée.

1-1 LA MASSE MONETAIRE

Evolution de la masse monétaire, 2015-2019						
En millions FDJ						
Composantes	2015	2016	2017	2018	2019	Var. 2019/18
Monnaie fiduciaire	30.816	32.918	35.542	36.626	37.667	2,8%
Dépôts à vue	101.538	117.193	116.270	132.860	139.044	4,7%
Agrégat M1	132.354	150.111	151.812	169.486	176.711	4,3%
Dépôts sur livrets	8.829	13.022	12.919	14.762	17.185	16,4%
Agrégats M2	141.183	163.133	164.731	184.248	193.896	5,2%
Dépôts à terme	29.331	22.414	33.975	34.060	39.414	15,7%
Dépôts en devises	113.849	123.258	171.858	131.571	147.290	11,9%
M3 ou masse monétaire	284.363	308.805	370.564	349.879	380.600	8,8%

Source : BCD

1-1-1 L'agrégat M1

La croissance de l'agrégat M1 est fonction de l'amélioration conjointe de la circulation fiduciaire (+2,8%) et des dépôts à vue en Francs Djibouti (+4,7%) qui sont globalement passés de 169.486 millions FDJ en 2018 à 176.711 millions FDJ en 2019. En termes de structure de la masse monétaire, le poids de l'agrégat M1 dans le stock de monnaie a légèrement régressé, passant de 48,4% à 46,4% d'une année à l'autre.

1-1-2 L'agrégat M2

S'établissant à 193.896 millions FDJ en 2019, l'agrégat M2 a enregistré une progression de l'ordre de 5,2%, en lien avec la bonne tenue des dépôts sur livrets qui ont augmenté de 16,4% sur la période étudiée.

1-1-3 L'agrégat M3

En 2019, l'agrégat M3 ou la masse monétaire au sens large a noté une reprise de l'ordre de 8,8% à 380.600 millions FDJ, contre 349.879 millions FDJ une année auparavant.

La relance de l'offre monétaire constatée en 2019 s'explique essentiellement par l'accroissement des ressources libellées en devises étrangères essentiellement en Dollars des Etats-Unis, qui sont passées de 131.571 millions FDJ à 147.290 millions FDJ, d'une année à l'autre.

Cette accumulation des ressources en devises est essentiellement orientée vers les dépôts en Dollars des entreprises privées qui se sont accrus en volume de 15.719 millions FDJ entre l'année 2018 et l'année 2019.

La part des dépôts à terme et des ressources libellées en devises dans l'agrégat M3 a respectivement enregistré une hausse de 0,7% et de 1,1% par rapport à l'année précédente.

1-1-4 La vitesse de circulation de la monnaie (VCM)

La vitesse de circulation de la monnaie, définie comme étant le rapport entre le PIB nominal et la masse monétaire, est un indicateur qui permet de mesurer le risque d'inflation par la monnaie. Il s'est établi à 1,56 au terme de l'année 2019. On peut observer que la vitesse de circulation de la monnaie s'est accélérée suite à la révision du PIB nominal.

Année	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
VCM	1,28	1,27	1,20	1,18	1,08	1,09	1,00	1,54	1,56

Source : BCD

1-2 LES PRINCIPALES CONTREPARTIES DE LA MONNAIE

Contrairement en 2018, l'expansion de la masse monétaire en 2019 est tirée par la hausse des crédits intérieurs, dont la croissance annuelle s'est établie à 12,4%, représentant 38,6% du total de la contrepartie monétaire. De leur part, les avoirs extérieurs nets ont connu une légère augmentation de 0,7% comparé à leur niveau de 2018 et ont représenté 72,4% de l'accroissement total de la masse monétaire en 2019.

En glissement annuel, les réserves officielles ont augmenté de 11% et couvraient 3 mois d'importation de biens et services.

Évolution des contreparties de la masse monétaire, 2015-2019						
En millions FDJ						
Composantes	2015	2016	2017	2018	2019	Var. 2019/18
A. Avoirs extérieurs nets	213.292	236.231	297.956	273.800	275.834	0,7%
B. Crédits intérieurs	109.629	110.128	122.487	130.800	147.052	12,4%
Créances nettes sur l'État	6.652	8.713	8.994	3.572	7.016	96,4%
Créances sur les entreprises publiques	9.364	9.925	9.541	15.215	17.337	13,9%
Crédits au secteur privé	93.613	91.490	103.952	112.013	122.699	9,5%
Total A+B	322.921	346.359	420.443	404.600	422.886	4,5%
Solde des éléments non monétaires	-38.559	-37.554	-49.879	-54.722	-42.286	-22,7%
Total des contreparties de la masse monétaire	284.362	308.805	370.564	349.878	380.600	8,8%

Source : BCD

1-2-1 Les avoirs extérieurs nets

En 2019, les avoirs extérieurs nets du système bancaire ont enregistré une hausse de 0,7%, s'établissant à 275.834 millions FDJ, contre 273.800 millions FDJ l'exercice précédent. En termes de structure, les avoirs extérieurs nets sont détenus à hauteur de 31% par les autorités monétaires et le reste est détenu par les banques commerciales. Aussi, la part relative des avoirs extérieurs nets dans la masse monétaire a continué à se rétrécir de 5,8%, d'une année à l'autre.

Avoirs et engagements extérieurs nets du système bancaire, 2017-2019				
En millions FDJ				
Composantes	2017	2018	2019	Var. 2019/18
Avoirs ext. bruts des autorités monétaires	98.686	79.022	87.608	10,9%
Engagements extérieurs des autorités mon.	-4.665	-3.805	-2.655	-30,2%
Avoirs extérieurs nets des autorités mon.	94.021	75.217	84.953	12,9%
Avoirs extérieurs bruts des banques	253.283	237.864	250.343	5,2%
Engagements extérieurs des banques	-49.348	-39.281	-59.462	51,4%
Avoirs extérieurs nets des banques	203.935	198.583	190.881	-3,9%
Total des avoirs extérieurs nets	297.956	273.800	275.834	0,7%

Source : BCD

1-2-1-1 LES AVOIRS EXTERIEURS NETS DES AUTORITES MONETAIRES

Les avoirs extérieurs nets des Autorités monétaires ont augmenté de 12,9% pour se situer à 84.953 millions FDJ à fin décembre 2019. Cette situation est essentiellement imputable à la fois à la croissance des dépôts à vue à l'étranger (+10,8%) conjuguée à une baisse des engagements extérieurs (-30,2%) de la Banque Centrale de Djibouti.

Avoirs extérieurs bruts des autorités monétaires, 2017-2019				
En millions FDJ				
Composantes	2017	2018	2019	Var. 2019/18
Dépôts à vue à l'étranger	97.340	76.950	85.296	10,8%
Comptes FMI	1.318	1.595	1.430	-10,3%
Total	98.658	78.545	86.726	10,4%

Source : BCD

Par conséquent, les réserves internationales nettes (RIN) constituées essentiellement des dépôts à vue libellés en Dollars US ont atteint 5.626 millions FDJ en 2019, contre 5.535 millions FDJ en 2018, soit un niveau quasi-stable d'une année à l'autre.

	2017	2018	2019	Var. 2019/18
Réserves Internationales Nettes (en millions FDJ)	10.741	5.535	5.626	1,6%

Source : BCD

Le taux de couverture de l'émission fiduciaire s'est légèrement amélioré s'établissant à 107% en décembre 2019, contre 106% une année auparavant.

	2017	2018	2019	Var 2019/2018
Taux de couverture de la circulation fiduciaire	107%	106%	107%	+1%

Source : BCD

Les engagements extérieurs des autorités monétaires se sont allégés de l'ordre de 30,2% sur l'année étudiée, sous l'effet du remboursement par l'Etat du crédit FMI, au titre de la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance (FRPC).

1-2-1-2 LES AVOIRS EXTERIEURS NETS DES BANQUES

Malgré une accumulation des comptes créditeurs de la clientèle auprès des établissements de crédits, les avoirs extérieurs nets des banques ont poursuivi leur tendance à la baisse au cours de l'année 2019, soit une décélération en volume de 7.702 millions FDJ d'une année à l'autre.

Cette baisse a résulté d'une forte progression des engagements extérieurs des banques commerciales qui se sont inscrits à 59.461 millions FDJ contre 39.287 millions FDJ en 2018, ce qui représente une amélioration de plus de 51%. Les engagements extérieurs des banques commerciales sont constitués des placements des correspondants des banques étrangères et les ressources à terme ou à vue des clients non-résidents.

Engagements extérieurs des banques commerciales, 2017-2019				
En millions FDJ				
Composantes	2017	2018	2019	Var. 2019/18
Correspondants passif	24.741	14.555	30.222	107,6%
Dépôts à vue des non-résidents	20.520	19.777	24.533	24,0%
Dépôts à terme des non résidents	2.635	3.624	3.744	3,3%
Emprunts & Titres participatifs	500	500	500	0,0%
Divers passif	952	831	462	-44,4%
Total	49.348	39.287	59.461	51,4%

Source : BCD

1-2-2 Les crédits intérieurs

Le crédit intérieur a augmenté de 12,4%, passant de 130.800 à 147.052 millions FDJ, suite à l'expansion à la fois des créances nettes sur l'Etat (+96%) et des créances sur l'économie (+10%).

1-2-2-1 LES CREDITS A L'ECONOMIE

En 2019, les créances sur l'économie ont augmenté de 10%, en progression de 127.228 à 140.036 millions FDJ, en rapport avec l'accroissement des crédits accordés au secteur privé, qui passent de 112.013 millions FDJ en 2018 à 122.699 millions FDJ en 2019 et des créances allouées aux entreprises publiques, évoluant de 15.215 millions FDJ en 2018 à 17.337 millions FDJ en 2019.

Par catégorie, les crédits à l'économie ont été dominés par les crédits à moyen terme qui se sont chiffrés à 52.277 millions FDJ, soit 53,8% du total. S'agissant des prêts bancaires à moyen et long terme, ils ont atteint 73.823 millions FDJ courant 2019, soit une hausse annuelle significative de 41% portant leur part dans le crédit bancaire à 58%.

1-2-2-2 LES CREANCES NETTES SUR L'ETAT – POSITION NETTE DU GOUVERNEMENT (PNG)

En 2019, l'endettement net de l'Etat a progressé de 3.445 millions FDJ, passant de 3.571 à 7.016 millions FDJ. Cette augmentation a porté sur l'endettement net de l'Etat auprès des banques commerciales, principalement sous forme d'avances sur dividende. Cette augmentation a porté non seulement sur les créances nettes sur l'Etat auprès de la Banque Centrale (1.407 millions FDJ en 2019, contre -1.639 millions FDJ en 2018) mais accentuée aussi par l'accroissement de l'endettement net de l'Etat auprès des banques commerciales.

Créances nettes sur l'Etat, 2017-2019				
En millions FDJ				
Composantes	2017	2018	2019	Var. 2019/18
Créances des autorités monétaires	4.648	3.637	2.557	-29,7%
Dépôts de l'Etat à la BCD	-1.967	-5.276	-1.150	-78,2%
Créances nettes des autorités monétaires	2.681	-1.639	1.407	-185,8%
Créances des banques	6.935	5.641	6.024	6,8%
Dépôts de l'Etat auprès des banques	-622	-431	-415	-4,6%
Créances nettes des banques	6.313	5.210	5.609	7,6%
Dépôts à vue auprès du Trésor	0	0	0	0
Total des créances de l'Etat	11.583	9.278	8.581	-7,5%
Total des dépôts de l'Etat	-2.589	-5.707	-1.565	-72,6%
Traites des douanes	0	0	0	0
Position nette de l'Etat	8.994	3.571	7.016	96,5%

Source : BCD

II- LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

2-1 L'EVOLUTION DE L'ACTIVITE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

Totalisant 458.397 millions FDJ en 2019, contre 422.910 millions FDJ un an auparavant, le bilan consolidé des banques commerciales a enregistré une hausse annuelle de 8,4%. Cette embellie profite surtout aux opérations interbancaires des banques (+10,7%), aux crédits à la clientèle (+27%), aux créances sur l'Etat (+11,2%) ainsi que les immobilisations (+18%).

2-2 L'EQUILIBRE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

2-2-1 Les emplois

En accroissement annuel de 8,4%, les principaux postes des emplois des établissements de crédit ont noté une évolution à la hausse à l'exception de la rubrique « divers ».

Ainsi, les différentes rubriques composant les emplois des établissements de crédits et de dépôts ont évolué comme suit :

- les encours de crédits à la clientèle alloués par le système bancaire ont affiché une hausse de 11,2%, atteignant 126.101 millions FDJ. La hausse annuelle a été particulièrement observée au niveau des crédits à moyen et long terme ;
- les opérations interbancaires et les créances sur le Trésor National ont terminé l'année étudiée conjointement en hausse respective de 10,7% et de 27% ;
- les immobilisations figurant à l'actif de la situation patrimoniale des établissements de crédits se sont renforcées de 18% sur la période en revue. Les établissements de

crédit ont ainsi poursuivi leur politique de proximité de la clientèle avec l'ouverture de nouvelles agences dans la capitale et dans les régions de l'intérieur ;

- la rubrique « Divers » regroupant les opérations de caisse et les titres et prêts participatifs a noté une contraction de 18,4% sur l'année 2019.

Emplois des banques en activité, 2017-2019				
En millions FDJ				
Composantes	2017	2018	2019	Var. 2019/18
Opérations interbancaires	242.470	206.885	229.092	10,7%
Créances sur le Trésor & BCD	51.955	33.255	42.242	27,0%
Crédits à la clientèle	102.343	113.362	126.101	11,2%
Immobilisations	9.377	11.737	13.838	17,9%
Divers	31.972	57.671	47.124	-18,3%
Total	438.117	422.910	458.397	8,4%

Source : BCD

2-2-2 Les ressources

Les dépôts de la clientèle, principales ressources du secteur bancaire, se sont accrus de 34.565 million FDJ, passant de 336.647 à 371.212 millions FDJ en 2019.

Les établissements de crédit ont continué à renforcer les niveaux de leurs capitaux propres (+3.096 millions FDJ entre décembre 2018 et décembre 2019), en raison de la bonne performance réalisée par le secteur bancaire d'une part, et du respect du cadre réglementaire national, d'autre part.

Les dépôts du Trésor et ceux des banques correspondantes étrangères ont, respectivement, noté un regain de 9% et de 67%, au terme de l'année 2019.

Le Poste « Divers », constitué principalement par des engagements divers, a accusé un repli de près de 48% à la fin de l'année 2019.

Le ratio fonds propres/Total des Dépôts s'est établi à 11% en 2019, soit un recul amélioré de 0,2%, comparativement à son niveau (11,2%) de décembre 2018.

Ressources des banques en activité, 2017-2019				
En millions FDJ				
Composantes	2017	2018	2019	Var. en % 2019/18
Dépôts du Trésor	2.872	1.824	1.988	9,0%
Opérations interbancaires	26.743	17.421	29.061	66,8%
Dépôts de la clientèle	358.121	336.647	371.212	10,3%
Fonds propres	34.872	37.691	40.784	8,2%
Divers	15.452	29.328	15.352	-47,7%
Total	438.117	422.911	458.397	8,4%

Source : BCD

2-2-3 Les dépôts selon la nature

A l'exception des bons de caisse qui ont marqué un repli de 8% entre les exercices 2018 et 2019, les autres formes de dépôts ont connu une hausse significative selon des proportions différentes.

Les ressources à vue se sont établies à 254.636 millions FDJ en 2019, contre 231.537 millions FDJ en 2018, soit un regain de l'ordre de 10% sur la période sous revue. Toutefois, leur part dans le total des ressources collectées reste stable à 69% au terme de l'année 2019.

Dépôts auprès des banques selon la nature, 2017-2019				
En millions FDJ				
Composantes	2017	2018	2019	Var. 2019/18
Comptes à vue	248.060	231.537	254.636	10,0%
Comptes sur livrets	39.988	40.085	41.044	2,4%
Comptes à terme	64.465	59.808	70.734	18,3%
Bons de caisse	5.608	5.218	4.798	-8,0%
Total	358.121	336.648	371.212	10,3%

Source : BCD

Les ressources sur livrets et à terme ont, respectivement, enregistré une hausse de 2,4% et de 18,3%, d'une année à l'autre.

2-2-4 Les dépôts selon les devises et les différentes catégories de déposants

Les dépôts selon la catégorie des déposants sont dominés par ceux des entreprises privées, lesquels ont représenté 46,3% du total. En termes d'évolution, les dépôts des sociétés et entreprises individuelles ont noté une reprise significative de 17% entre décembre 2018 et décembre 2019, tirant ainsi à la hausse l'encours global des dépôts. La rubrique « divers », composée notamment des dépôts des organisations non gouvernementales, des associations et ceux des ambassades, se sont accrus également en volume de 5.230 millions FDJ entre fin 2018 et fin 2019.

Aussi, les dépôts des particuliers et des entreprises publiques ont, respectivement, progressé de 1,8% et de 5,2% sur la période observée.

Dépôts auprès des banques par catégorie de déposants, 2017-2019				
En millions FDJ				
Composantes	2017	2018	2019	Var. 2019/18
Entreprises et Ets publics	44.006	45.456	47.820	5,2%
Sociétés et entreprises individuelles	172.461	146.850	171.875	17,0%
Particuliers	106.355	110.592	112.537	1,8%
Divers	35.299	33.750	38.980	15,5%
Total	358.121	336.648	371.212	10,3%

Source : BCD

Représentant 53,2% du total des ressources de la clientèle drainées par les banques de la place, les dépôts libellés en Francs Djibouti ont retrouvé leur prédominance par rapport aux dépôts libellés en Dollars US, qui se sont retrouvés à 41% du total des dépôts après avoir atteint 47,5% deux années auparavant.

Parallèlement, les ressources libellées en dollars US ont réalisé une hausse substantielle de près de 17,3%, se situant à 151.850 millions FDJ en 2019, contre 129.410 millions FDJ en décembre 2018, témoignant de la préférence des opérateurs économiques- notamment les commerçants- pour cette devise.

Par contre, les dépôts libellés en autres devises ont régressé de 8,6%, se situant à 21.858 millions FDJ en 2019 contre 23.924 millions FDJ en 2018.

Dépôts auprès des banques selon les devises, 2017-2019				
En millions FDJ				
Composantes	2017	2018	2019	Var. 2019/18
Francs Djibouti	164.381	183.313	197.504	7,7%
Dollars US	170.172	129.410	151.850	17,3%
Autres devises	23.568	23.924	21.858	-8,6%
Total	358.121	336.647	371.212	10,3%

Source : BCD

2-2-5 L'évolution de la rémunération des dépôts

Dans l'ensemble, le taux créditeur moyen a légèrement augmenté, s'établissant à 1,24%, contre 1,16% une année auparavant.

Cette augmentation a essentiellement concerné les taux d'intérêt sur les comptes à terme pour les entreprises, qui sont passés de 2,4% en 2019 contre 1,9% en 2018.

Par contre, les taux d'intérêt sur les comptes à terme pour les particuliers sont restés relativement stables à 1,8%, entre décembre 2018 et décembre 2019.

Les taux d'intérêt sur les bons de caisse proposés aux particuliers ont, en revanche, connu une amélioration de 7 points de base, tandis que la rémunération en direction des entreprises ont reculé de 0,13%, d'une année à l'autre.

La rémunération moyenne proposée par les établissements de crédit concernant les dépôts sur livrets est restée inchangé, à la fois pour les particuliers (0,77%) et pour les entreprises privées et entrepreneurs individuels (0,75%) sur les douze derniers mois.

III – LES CONCOURS BANCAIRES

Au terme de l'année 2019, l'encours des crédits à l'économie s'est accru de 11,2%, contre 8,2% une année auparavant, passant de 113.363 millions FDJ à 126.100 millions FDJ. Cette augmentation a porté uniquement sur les crédits à moyen et long terme qui ont progressé respectivement en volume de 8.502 millions FDJ et de 14.358 millions FDJ en 2019. Rapporté au PIB, le crédit à l'économie n'a représenté que 26,4% en 2019 contre 28,8% en 2018.

Ce ratio de crédit par rapport au PIB demeure relativement faible et s'explique par la persistance des facteurs structurels qui freinent le potentiel de développement du secteur financier. Il s'agit, d'une part, du faible accès aux services financiers de la population adulte et, d'autre part, des coûts d'exploitation et d'octroi de crédits relativement élevés des banques.

Le crédit d'engagement s'est chiffré à 31.382 millions FDJ en 2019, soit une baisse de 6,6%, contre une hausse de 0,3% enregistrée en 2018.

Pour le secteur bancaire, la qualité du portefeuille des crédits s'est améliorée par rapport à l'année précédente. Le taux de détérioration s'est fixé à 16,3%, contre 18,8% en 2018. Le taux de provisionnement des créances non performantes a augmenté de 11%, passant de 66,6% à 78,2% en rapport avec le respect des instructions relatives au provisionnement et à la classification des créances en souffrance.

3-1 REPARTITION DES CONCOURS BANCAIRES SELON LA DUREE

Suivant la maturité, le crédit à décaissement accordé aux entreprises et aux ménages est resté dominé par celui à court terme, lequel a toutefois montré un recul de 14,4% par rapport à l'année précédente, s'établissant à 52.277 millions FDJ et représentant 41,4% du total en 2019, en régression de 12,4% dans le total de crédit distribué sur la même période. Cette contreperformance concerne à la fois les crédits dont la maturité est inférieure à 12 mois (22.812 millions FDJ en 2019 après 29.424 millions FDJ en 2018) et les facilités de caisse (31.646 millions FDJ en 2019, contre 29.465 millions FDJ en 2018).

Par contre, les crédits à moyen terme se sont accrus de 33,3%, passant de 25.530 millions FDJ en décembre 2018 à 34.032 millions FDJ en décembre 2019. Cette augmentation a principalement concerné les financements de l'habitat (+5.218 millions FDJ) et des autres crédits à moyen terme (+ 4.881 millions FDJ).

En hausse annuelle de 19,4%, les financements à long terme ont également progressé de 25.433 millions FDJ en 2018 à 34.791 millions FDJ en 2019, en raison de l'accroissement conjoint des crédits à l'habitat (+3.676 millions FDJ) et des crédits à l'équipement (+2.991 millions FDJ).

Évolution des engagements selon la durée, 2017-2019				
En millions FDJ				
Composantes	2017	2018	2019	Var 2019/18
Crédits à court terme	51.034	61.070	52.277	-14,4%
Crédits à moyen et long terme	51.310	52.293	73.823	41,2%
Total bilan	102.344	113.363	126.100	11,2%
Hors Bilan	33.476	33.582	31.382	-6,6%
Total Général	135.820	146.945	157.482	7,2%

Source : BCD

3-2 REPARTITION DES CONCOURS BANCAIRES SELON LA DEVISE ET LES BENEFICIAIRES

La structure des crédits accordés à l'économie en Francs Djibouti a conservé un niveau relativement stable d'une année à l'autre à 65.855 millions FDJ.

En termes de proportion, les crédits libellés en monnaie nationale ont cependant représenté 52,2% en 2019, contre 66,9% en 2018, en net recul de 14,7% dans l'encours global des crédits.

Evolution des engagements globaux selon les devises, 2017-2019				
En millions FDJ				
Composantes	2017	2018	2019	Var. 2019/18
Francs Djibouti	64.616	65.839	65.855	0,0%
Dollars US	37.370	47.079	59.829	27,1%
Autres devises	358	443	416	-6,1%
Total	102.344	113.361	126.100	11,2%

Source : BCD

Situés à 59.829 millions FDJ à fin 2019, les crédits consentis en dollars américains ont, quant à eux, observé une progression annuelle de 27,1%.

Par contre, la part des crédits octroyés à la clientèle en autres devises a affiché une contraction de 6,1% en une année, passant de 443 millions FDJ en 2018 à 416 millions FDJ en 2019.

Evolution des engagements par agent économique, 2017-2019				
En millions FDJ				
Agents économiques	2017	2018	2019	Var. 2019/18
Entreprises et Ets publics	17.283	21.677	22.337	3,0%
Stés et entrep. Individuels	88.028	94.371	97.927	3,8%
Particuliers	22.045	22.627	27.331	20,8%
Divers	8.463	8.270	9.887	19,6%
Total	135.820	146.945	157.482	7,2%

Source : BCD

Les concours bancaires, inscrits au Bilan et en Hors bilan et répartis selon les agents économiques bénéficiaires, ont continué leur tendance à la hausse pour se situer à 157.482 millions FDJ à fin 2019. A ce titre, la répartition des crédits par catégories de bénéficiaires

a permis de dégager que les crédits distribués aux sociétés, entreprises et entrepreneurs individuels, ainsi que ceux accordés aux entreprises publiques ont enregistré une croissance annuelle respective de 3,8% et de 3% sur les douze derniers mois. En effet, les entreprises privées ont bénéficié de 3.556 millions FDJ de nouveaux crédits, avec un encours se situant à 97.927 millions FDJ en décembre 2019, contre 94.371 millions FDJ en décembre 2018.

En termes de volume toutefois, les concours octroyés aux sociétés, entreprises et entrepreneurs individuels et aux particuliers (+20,8%) ont constitué, respectivement, plus de 62,2% et de 17,3% des prêts et engagements globaux consentis au terme de l'année 2019.

Représentant 6,2% du total des crédits alloués, la rubrique divers, principalement composée des concours aux administrations privées et aux organisations non gouvernementales, a affiché une hausse annuelle de près de 20%.

3-3 EVOLUTION DU COUT DU CREDIT

Les taux moyens globaux des crédits accordés par les banques ont fluctué au cours de l'année 2019. Le taux débiteur moyen sur l'encours global de crédit s'est fixé à 10,06% en 2019, contre 10,43% en 2018. Cette diminution a concerné à la fois les taux sur les particuliers (9,18% en 2019 et 9,87% en 2018), sur les découverts (9% contre 9,6% en 2018) ainsi que les taux d'intérêts à moyen et long terme (10,87% en 2019 comparé à 11,05% en 2018).

- Les particuliers

A l'exception de taux d'intérêt moyen sur les crédits immobiliers des particuliers qui ont passé de 7,75% en 2018 à 8,16% en 2019 soit +0,41%, les conditions moyennes pratiquées sur les particuliers ont continué de baisser et ont concerné principalement les taux servis sur les découverts (10,56% en 2019 contre 12,51% en 2018) et les taux appliqués sur les crédits au personnel (8,8% en 2019 contre 9,4% en 2018).

- Les entreprises et entrepreneurs privés

Les entreprises et entrepreneurs individuels ont bénéficié de conditions bancaires plus favorables concernant les découverts (9% en 2019 contre 9,66% en 2018), l'escompte (12,5% en 2019 contre 14% en 2018) et les crédits à moyen et long terme (10,78% contre 11,05%).

Par contre, le taux moyen servi sur les autres crédits à court terme a noté une hausse de 0,17% entre décembre 2018 et décembre 2019.

CHAPITRE –III- LE SECTEUR EXTERIEUR

I– LA BALANCE DES PAIEMENTS

1-1 LE COMPTE COURANT

A la fin de l'année 2019, le solde du compte courant de la République de Djibouti, avec un excédent de 77,3 milliards FDJ, s'est amélioré comparativement à l'année 2018 (76 milliards FDJ). Cette performance est essentiellement liée à l'amélioration du solde de la balance de services (+16%) entre décembre 2018 et décembre 2019.

Balance des paiements				
En millions FDJ				
	2017	2018	2019	Var. 2019/18
Compte transactions courantes	-23.543	76.176	77.353	1,5%
Biens	-73.514	-14.363	-25.229	75,6%
Exportations, fab	561.954	625.926	710.204	13,5%
Importations, fab	-635.468	-640.289	-735.433	14,9%
Services et Revenus	22.668	55.585	77.151	38,8%
Crédit	182.326	195.665	219.122	12,0%
Débit	-159.658	-140.080	-141.971	1,3%
Transferts courants	27.303	34.954	25.430	-27,2%
Administrations publiques	1.145	4.879	3.353	-31,3%
Autres secteurs	26.158	30.075	22.077	-26,6%
Autres	0	0	0	0
Compte de capital	4.643	12.361	7.142	-42,2%
Transferts de capital	4.643	12.361	7.142	-42,2%
Administration publique	4.643	12.361	7.142	-42,2%
Transferts des migrants	0	0	0	0
Acquisitions & cessions d'actifs non financiers, non produits	0	0	0	0
Compte des opérations financières	60.846	73.922	73.851	-0,1%
Investissements directs	29.312	30.213	31.101	2,9%
Investissements de portefeuille	0	0	0	0
Autres investissements	59.805	23.807	49.974	109,9%
Avoirs de réserves	-28.271	19.903	-7.223	-136,3%
Erreurs et omissions	-41.946	-164.484	-158.343	-2,5%

Source : BCD

Selon les prévisions macroéconomiques, le solde du compte courant sera positif à hauteur de 158.217 millions FDJ l'année prochaine correspondant à 24% du PIB.

Les ratios importations et exportations de biens et services rapportés au PIB atteindront respectivement 132,4% et 157,5% du PIB en 2020.

Les réserves de la Banque Centrale devront couvrir 4,8 mois d'importations de biens et services.

Compte des transactions courantes				
En millions FDJ				
	2017	2018	2019	Var. 2019/18
Biens	-73.514	-14.363	-25.229	76%
Services	45.179	80.852	93.829	16%
Revenus	-22.551	-25.267	-16.678	-34%
Transferts courants	27.303	34.954	25.430	-27%
Total balance courante	-23.543	76.176	77.353	2%
Importations des biens et services/PIB	163%	146%	140%	-4%
Exportations des biens et services/PIB	157%	159%	162,5%	-5%

Source : BCD

1-2 LA BALANCE COMMERCIALE

La balance des biens est ressortie déficitaire à 25.229 millions FDJ en 2019, contre 14.363 millions FDJ en 2018, soit une baisse de 76%. Malgré la croissance des valeurs en exportation de 13,5%, entre décembre 2018 et décembre 2019, la hausse est plus importante au niveau des valeurs des importations qui passent de 640.289 millions FDJ en 2018 à 735.433 millions FDJ en 2019. Ceci explique essentiellement la dégradation du solde des échanges des biens par rapport au reste du monde.

A la fin de l'année 2019, les valeurs des importations par groupe de biens sont réparties comme suit :

- Alimentations et boissons : 216.960 millions FDJ
- Métaux et produits des métaux : 145.934 millions FDJ
- Véhicules et matériels de transport : 132.634 millions FDJ
- Hydrocarbures : 71.561 millions FDJ
- Produits chimiques : 40.055 millions FDJ
- Plastiques : 80.055 millions FDJ
- Machines et appareils électroniques : 54.935 millions FDJ

Les réexportations ont continué à croître au cours de l'année 2019 en atteignant 99% du total des exportations.

Balance des biens				
En millions FDJ				
	2017	2018	2019	Var. 2019/18
Exportations, fab	561.954	625.926	710.204	13,5%
Dont réexportation	487.193	550.451	707.258	28,5%
Importations, fab	635.468	640.289	735.433	14,9%
Balance commerciale	-73.514	-14.363	-25.229	75,6%

Source : BCD

1-3 LA BALANCE DES SERVICES

Le solde structurellement excédentaire des services a progressé de 16% en 2019, après avoir augmenté de 79% en 2018. Cette évolution résulte de la hausse conjointe des importations (+6,7%) et des exportations des services (+10,8%).

Les soldes excédentaires des services fournis aux non-résidents ont augmenté de 10,8% par rapport à l'année 2018. Ils sont impulsés par la progression des services de transport, des revenus issus du poste voyage et des autres services. En effet, les soldes des exportations de services de transport se sont accrues de 46,3%, en lien avec le dynamisme du trafic aérien et la bonne tenue du transport maritime. En outre, les recettes de voyage ont augmenté de 10% en relation avec l'accroissement du nombre de touristes internationaux.

Le solde excédentaire des services de communication a connu une amélioration, passant de 15.502 millions FDJ en décembre 2018 à 17.338 millions FDJ en décembre 2019. Cette évolution est liée à la hausse des recettes tirées des consommations de téléphone et d'internet des non-résidents installés à Djibouti.

Les services des administrations publiques représentent les dépenses de consommation des différents contingents militaires étrangers, des ambassades et organisations internationales installés à Djibouti. Au terme de l'année 2019, cette rubrique a enregistré un solde excédentaire de 45.151 millions FDJ, contre 40.832 millions FDJ en 2018.

Les autres services ont également généré des entrées plus importantes de devises (+14,2%).

Par contre, les services d'assurance ont enregistré, au terme de l'année 2019, un solde déficitaire de 4.019 millions FDJ vis-à-vis des non-résidents.

Solde des échanges de services				
En millions FDJ				
	2017	2018	2019	Var. 2019/18
Transports	-14.792	10.177	14.885	46,3%
Voyages	1.490	6.155	6.772	10,0%
Communications	13.760	15.502	17.338	11,8%
Services d'assurance	-4.712	-3.782	-4.019	6,3%
Administrations publiques	36.113	40.832	45.151	10,6%
Autres services	13.321	11.967	13.662	14,2%
Total	45.180	80.851	93.789	16,0%

Source : BCD

1-4 LA BALANCE DES REVENUS

Les revenus comprennent, d'une part, les revenus du travail et, d'autre part, les revenus des capitaux. Ces derniers englobent les produits des investissements directs, des investissements de portefeuille et des autres placements.

Le surplus généré par le revenu du travail qui provient des salaires versés aux résidents locaux par les organismes internationaux et les représentations diplomatiques a connu une hausse de 36,6%, passant de 10.336 millions FDJ en 2018 à 14.122 millions FDJ en 2019.

Le déficit du revenu primaire a atteint 16.678 millions FDJ en 2019, après 25.267 millions FDJ un an plus tôt, soit une baisse de 34%. Il est induit principalement par la baisse des paiements des intérêts de la dette extérieure des établissements publics et de l'administration centrale auprès de leurs créanciers respectifs.

Solde des revenus				
En millions FDJ				
	2017	2018	2019	Var. 2019/18
Rémunération des salariés	7.344	10.336	14.122	36,6%
Revenus des investissements	-29.855	-35.603	-30.800	-13,5%
Total	-22 511	-25 267	-16 678	-34,0%

Source : BCD

1-5 LA BALANCE DES TRANSFERTS

Les transferts de l'Administration publique ont affiché, en 2019, un solde positif de 25.430 millions FDJ, en baisse de 9.524 millions FDJ par rapport à l'année précédente. Cette évolution est due essentiellement au recul des dons programmes reçus par l'Administration publique de la part des institutions internationales.

Transferts courants				
En millions FDJ				
	2017	2018	2019	Var. 2019/18
Administrations publiques	1.145	4.879	3.353	-31,3%
Autres secteurs	26.158	30.075	22.077	-26,6%
Total	27.303	34.954	25.430	-27,2%

Source : BCD

1-6 LE COMPTE DE CAPITAL

Le solde des transferts de capital est ressorti à 7.142 millions FDJ, après 12.361 millions FDJ en 2018, soit un repli de 5.219 millions FDJ, en raison de la diminution des dons projets reçus par l'Administration publique. En effet, les transferts de capital au profit de l'Administration publique ont baissé, en passant de 12.711 millions FDJ en 2018 à 7.492 millions FDJ en 2019.

1-7 LE COMPTE DES OPERATIONS FINANCIERES

Le compte financier retrace les opérations de transferts d'actifs financiers entre les résidents de la République de Djibouti et les non-résidents. Il s'agit de crédits commerciaux, des investissements directs et de portefeuille et, de manière générale, de la création ou de la liquidation de créances entre résidents de Djibouti et non-résidents.

Les mouvements de capitaux entre résidents et non-résidents ont enregistré des entrées nettes de 73.852 millions FDJ en 2019, contre 73.922 millions FDJ l'année précédente, soit un niveau quasi-stable, d'une année à l'autre.

Les flux au titre des autres investissements se sont caractérisés par une entrée nette de capitaux de 49.974 millions FDJ en 2019, après 23.807 millions FDJ en 2018.

Au niveau des numéraires et dépôts, il ressort une hausse des avoirs de l'économie Djiboutienne à l'étranger de 30.061 millions FDJ, après une baisse de 5 millions FDJ constatée en 2018.

S'agissant des prêts, on note une entrée nette de capitaux de 19.913 millions FDJ en 2019, contre 28.950 millions FDJ en 2018. Ce solde correspond au remboursement des prêts de l'administration publique à hauteur de 19.437 millions FDJ.

Compte d'opérations financières				
En millions FDJ				
	2017	2018	2019	Var. 2019/2018
Investissements directs	29.324	30.313	31.101	2,6%
Investissements de portefeuille	0	0	0	
Autres investissements	59.805	23.807	49.974	109,9%
Avoirs de réserves	-28.271	19.903	-7.223	-136,3%
Total opérations financières	60.858	73.922	73.852	-0,1%

Source: BCD

En ce qui concerne les investissements directs étrangers entrants à Djibouti, ils ont légèrement augmenté de 2,6%, passant de 30.313 millions FDJ en 2018 à 31.101 millions FDJ en 2019. Cet afflux des capitaux étrangers confirme les opportunités qu'offre notre économie, notamment dans les secteurs financiers, les transports et la logistique.

II- LA POSITION EXTERIEURE GLOBALE

Au 31 décembre 2019, la Position Extérieure Globale (PEG) de la République de Djibouti a enregistré un solde négatif de 421.471 millions FDJ, contre 373.820 millions FDJ en 2018, soit une dégradation de 47.651 millions FDJ.

Malgré une accumulation des avoirs de réserves de la République de Djibouti de l'ordre de 7.223 millions FDJ d'une année à l'autre, la hausse du déficit de la Position extérieure Globale s'explique non seulement par la hausse de l'encours de la dette extérieure des entreprises publiques (+14%), mais aussi par la hausse respective des investissements directs (+11%) et des crédits bancaires alloués aux non-résidents (+51%) entre décembre 2018 et décembre 2019.

Position extérieure globale, 2017-2019				
En millions FDJ				
Composantes	2017	2018	2019	Var. 2019/18
Investissements directs	-220.095	-279.632	-310.734	11,1%
Avoirs	0	0	0	
Engagements	-220.095	-279.632	-310.734	11,1%
Autres investissements	-126.591	-173.143	-196.915	13,7%
Avoirs	208.463	235.293	246.030	4,5%
- Prêts	2.366	2.345	4.439	89,3%
- Monnaies et dépôts	206.097	232.948	241.591	3,7%
Engagements	386.707	408.436	442.945	8,4%
- Prêts	294.263	370.335	385.591	4,1%
- Monnaies et dépôts	40.791	38.101	57.354	50,5%
Avoirs de réserves	70.765	78.955	86.178	9,1%
Position nette	-275.954	-373.820	-421.471	12,7%

Source : BCD

Au sein de la Position Extérieure, la position en investissements directs étrangers reste la plus débitrice à 310.734 millions FDJ en 2019 contre un déficit de 279.632 millions FDJ en 2018. Contribuant à la progression de l'endettement net des résidents vis-à-vis de l'étranger, cette variation provient des flux nets enregistrés au niveau de la balance des paiements. L'augmentation des IDE a compensé la hausse des amortissements sur prêts

extérieurs et, de surcroît, a renforcé les réserves internationales d'environ 8 millions USD entre 2018 à 2019.

Les principaux secteurs d'activité bénéficiaires nets de ces entrées de fonds sont les secteurs de l'industrie, de la construction et des services.

En termes de répartition géographique, la provenance des fonds confirme une grande disparité. En effet, plus de 48% du flux des IDE provient des pays du golfe (UAE) avec environ 38 millions USD suivis de la Chine avec 27 millions USD.

Le Poste des « autres investissements » fait apparaître, une position nette débitrice de 196.915 millions FDJ, soit une dégradation de 23.771 millions FDJ par rapport à l'exercice 2018.

En termes de structure, les avoirs du Poste « autres investissements » composés de prêts bancaires ou interbancaires vis-à-vis des non-résidents, ont totalisé un montant de 246.030 millions FDJ, soit une amélioration en volume de 10.737 millions FDJ entre décembre 2018 et décembre 2019.

Par contre, les engagements des « autres investissements » se sont établis à 442.945 millions FDJ en 2019, contre 408.436 millions FDJ en 2018, traduisant un accroissement en volume du déficit de 34.509 millions de FDJ.

En dépit de la baisse de l'encours de la dette extérieure des administrations publiques (-19.718 millions FDJ entre décembre 2018 et décembre 2019) et des autorités monétaires (-1.547 millions FDJ sur la même période), l'augmentation de l'encours de la dette extérieure des entreprises publiques (+36.521 Millions de FDJ sur les douze derniers mois) a significativement impacté le déficit des « autres investissements » sur la période sous revue.

Les avoirs de réserves ont, pour leur part, dégagé à la fin de l'année 2019 une position créditrice nette de 86.178 millions FDJ, en hausse de 7.223 millions FDJ par rapport à leur niveau de 2018.

III- LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE

3-1 L'ENCOURS DE LA DETTE

L'encours de la dette extérieure de la République de Djibouti s'est accru de 4,6%, passant de 366.404 millions FDJ en 2018 à 383.206 millions FDJ en 2019. Cette augmentation est particulièrement liée à l'accroissement des engagements des entreprises publiques garantis par l'Etat (+36.240 millions FDJ). Par contre, les engagements de l'Etat vis-à-vis de l'extérieur ont connu un recul annuel de 18,3% entre décembre 2018 et décembre 2019. Rapportée au PIB, la dette extérieure totale représente 65,9% en 2019, contre 71,8% en 2018.

Sur la dernière décennie, le stock de la dette publique extérieure, est passé de 111.276 millions FDJ en 2009 à 383.206 millions FDJ en 2019, soit une accélération de 280%. Ce fort accroissement du stock de la dette publique extérieure est imputable à la politique expansionniste consistant aux lancements des grands chantiers d'infrastructures stratégiques (Ports, voie ferrée, chantier d'interconnexion électrique, etc.).

Evolution de la dette extérieure et à garantie publique par type de coopération					
En millions FDJ					
	2018		2019		Var. 2019/18
Désignation	Montant	Part en %	Montant	Part en %	
Etat	106.138	100	86.701	100	-18,3%
Coopération bilatérale	44.941	42	21.250	24,5	-52,7%
Coopération multilatérale	61.197	58	65.451	75,5	7,0%
Entreprises publiques	260.266	100	296.506	100	13,9%
Coopération bilatérale	220.638	85	251.402	84,8	13,9%
Coopération multilatérale	39.628	15	45.103	15,2	13,8%
Encours total	366.404	100	383.206	100	4,6%
Coopération bilatérale	265.579	72	272.652	71,2	2,7%
Coopération multilatérale	100.825	28	110.554	28,8	9,6%

Source : Direction de la Dette, Ministère du Budget

En termes de structure, les fonds en provenance de la coopération bilatérale ont représenté 71,2% de l'encours globale de la dette extérieure publique de la République de Djibouti.

En effet, le stock de la dette en provenance des bailleurs de fonds bilatéraux a connu une progression de 2,7%, passant de 265.579 millions de FDJ en 2018 à 272.652 FDJ sur la période sous revue. Cette progression, malgré la baisse de l'encours de la dette contactée par l'Etat (44.941 millions FDJ à 21.250 millions FDJ), est imputable essentiellement à des nouveaux tirages à hauteur de 7.073 millions FDJ des entreprises publiques.

Les principaux bailleurs de fonds bilatéraux de la République de Djibouti sont essentiellement la Chine avec un poids de 77,9% sur le total de la dette bilatérale, le fonds koweïtien de développement et le fonds saoudien de développement qui ont, respectivement, constitué 10,7% et 3,6% de l'ensemble de la dette extérieure des bailleurs de fonds bilatéraux.

Pour sa part, le stock des créanciers multilatéraux a enregistré une augmentation de 9,6%, se chiffrant à 110.554 millions de FDJ en 2019, contre 100.825 millions de FDJ l'année passée expliquée à la fois par la croissance de la dette directe multilatérale (+4.254 millions FDJ) et la dette avalisée multilatérale (+5.475 millions FDJ).

Au 31 décembre 2019, les principaux créanciers multilatéraux de la République de Djibouti (en volume) sont le FADES (31,2%), l'IDA (25,9%), la BAD (18,2%) et la BID (17,1%).

La dette extérieure a principalement financé les projets d'interconnexion électrique entre Djibouti et l'Ethiopie, le projet du chemin de fer et le projet d'adduction d'eau depuis l'Ethiopie.

3-2 LE SERVICE DE LA DETTE

En 2019, le service de la dette publique extérieure a progressé de 7,9%, s'établissant à 18.821 millions FDJ, contre 17.435 millions FDJ l'année précédente.

Composantes du service de la dette publique extérieure					
En millions FDJ					
	2009	2018	2019	Var. 2019/18	Var. 2019/09
Intérêts	1.698	8.958	10.166	13,5%	498,7%
Etat	665	6.332	7.038	11,1%	958,3%
Entreprises publiques	1.033	2.626	3.128	19,1%	202,8%
Amortissements	4.363	8.477	8.655	2,1%	78,3%
Etat	1.338	4.970	4.644	-6,6%	181,8%
Entreprises publiques	3.025	3.507	4.011	14,4%	32,6%
Service de la dette extérieure	6.061	17.435	18.821	7,9%	196,1%

Source : Direction Dette Publique, Ministère du Budget

Cette augmentation a concerné le remboursement de la dette extérieure en intérêts pour l'Etat (7.038 millions FDJ en 2019, contre 6.332 millions FDJ en 2018) et pour les entreprises publiques (3.128 millions FDJ en 2019 après 2.626 millions FDJ l'année précédente). En effet, Les remboursements effectués par l'Etat se sont situés à 3.770 millions FDJ en principal, enregistrant ainsi une baisse en volume de 380 millions FDJ tandis que les amortissements des entreprises publiques se sont alourdis à hauteur de 504 millions FDJ sur la période observée.

Le ratio du service de la dette directe par rapport aux recettes de l'Administration publique a augmenté, passant de 9,1% à 11%. De même, le ratio du service de la dette par rapport aux recettes totales (administration publique + entreprises publiques) a également augmenté de 1,4%, s'établissant à 11,2% contre 9,8% l'année précédente.

Le ratio du service de la dette extérieure sur les recettes d'exportation de biens et services est resté relativement stable à 2,2% entre décembre 2018 et décembre 2019.

TROISIEME PARTIE – LES ACTIVITES DE LA BANQUE CENTRALE

I- LA GOUVERNANCE DE LA BANQUE CENTRALE

En application de la loi n°118/AN/11/6^{ème} L portant Statuts de la Banque Centrale de Djibouti (BCD), les organes statutaires s'établissent comme suit :

1-1 CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration, présidé par le Gouverneur, est l'organe suprême de la Banque Centrale, qui exerce ses fonctions régaliennes, conformément à l'article 39 des statuts arrêtant ses attributions. Il est composé du Gouverneur et de six administrateurs nommés par Décret Présidentiel, en fonction de leurs compétences et expériences en matière économique, financière, bancaire, monétaire ou juridique.

En 2019, le Conseil d'administration de la Banque a tenu les réunions statutaires dont chaque assise a réuni le quorum nécessaire. Les réunions ont porté sur l'administration générale de la Banque, l'analyse et l'approbation des états financiers de la Banque arrêtés au 31 décembre 2019, les réalisations du budget 2019, du budget prévisionnel et rectificatif de 2020.

Le Conseil a ensuite examiné le rapport annuel de la Banque pour l'exercice 2018 avant sa publication, le rapport d'audit externe de l'année 2018 réalisé par le Cabinet Ernst & Young. Il a également passé en revue les principaux projets en cours de la Banque.

Il a pris connaissance du rapport d'activité des réunions du Comité d'Audit.

1-2 DIRECTION

La direction est investie des pouvoirs les plus étendus d'administration, de décision et de contrôle. Le Gouverneur de la Banque Centrale de Djibouti, M. Ahmed Osman, en assure la gestion opérationnelle et fonctionnelle. Le Gouverneur préside le Conseil d'administration, prépare et met en œuvre ses décisions ; il nomme aux emplois de la BCD et la représente vis-à-vis des tiers.

La mise en œuvre des décisions de la Direction est appliquée par les Responsables des Services.

1-3 ORGANES DE CONTROLE

Les organes de contrôle de la Banque Centrale sont les suivants :

- Comité d'audit ;
- Audit interne ;
- Contrôle interne ;
- Audit externe.

Le Comité d'audit est composé de trois membres du Conseil d'Administration. Il a, dans ses attributions, le rôle d'assister le Conseil d'Administration dans l'exécution de ses responsabilités en matière d'audit.

L'audit interne a été initié au sein de la Banque Centrale en avril 2017 pour renforcer les différents organes de contrôle. Son rôle consiste à assurer la réalisation des objectifs de la direction en adoptant une approche systématique et méthodique pour l'évaluation et

l'amélioration de l'efficacité des processus en matière de gouvernance. Il assiste le Comité d'Audit dans le cadre de leur responsabilité.

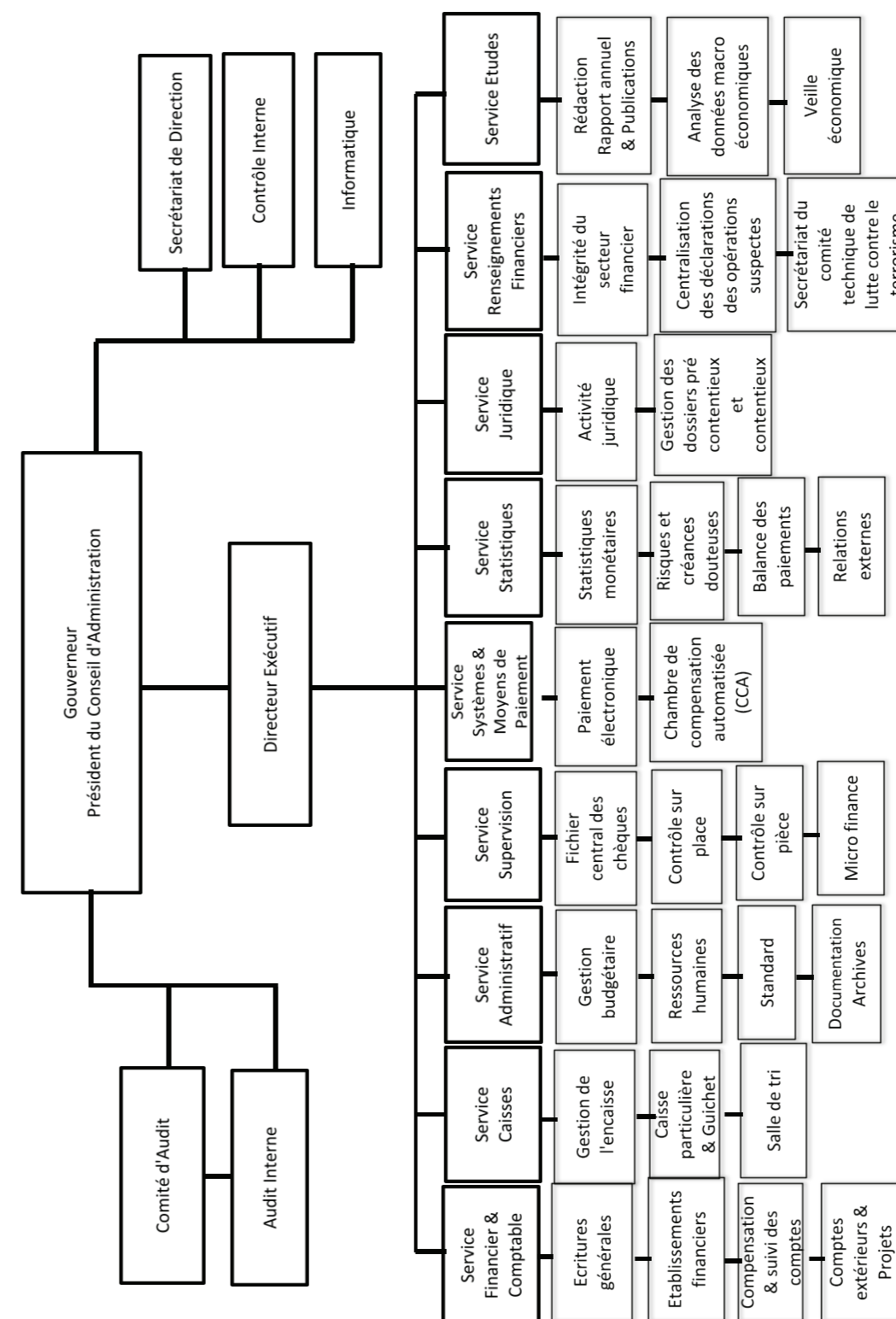
En 2019, le Comité d'Audit a tenu deux réunions. Les orientations retenues lors de ces réunions étaient d'épuiser les réflexions internes engagées sur le projet relatif au code de déontologie et la mise en œuvre des principales recommandations.

La Charte d'Audit Interne a été adoptée par le Conseil d'Administration lors de sa réunion du 24 décembre 2018.

De leur côté, les contrôleurs ont continué à exécuter les missions qui relèvent de leur compétence conformément aux statuts de la Banque.

L'audit externe de l'exercice 2019 n'a pu être effectué par le Cabinet Ernst&Young, suite à la propagation de la pandémie du Covid-19 en début d'année 2020.

ORGANIGRAMME DE LA BANQUE CENTRALE DE DJIBOUTI – 2019



II- LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

2-1 EFFECTIF

Totalisant un effectif de 75 personnes, la Banque Centrale maintient son programme de formation destiné à renforcer les capacités du personnel.

En 2019, la création d'un service juridique, avec la nomination d'un responsable en charge de celui-ci, est venue renforcer la structure organisationnelle de la Banque.

De plus, une réorganisation de service a été opérée et concerne les départements des statistiques monétaires et de la balance des paiements qui ont été fusionnés.

Durant l'année 2019, la Banque Centrale a recruté plusieurs cadres supérieurs pour renforcer son personnel. Ces recrutements permettront à l'Institution d'émission, d'une part, le renforcement des effectifs dans les différents services et, d'autre part, le remplacement des cadres ayant quitté la Banque.

Catégorie	2018			2019		
	H	F	Total	H	F	Total
Cadre supérieur	20	11	31	20	12	32
Cadre moyen	4	5	9	3	5	8
Agent	17	18	35	17	18	35
Total	41	34	75	40	35	75

Source : BCD

2-2 FORMATION PROFESSIONNELLE

Au cours de cette année, le service de la supervision de la Banque Centrale s'est doté d'un progiciel spécialisé dans le système d'exploitation des banques appelé Banking Supervision Application (BSA). Le déploiement de cette application a nécessité une formation pour assimiler son utilisation.

De plus, la Banque Centrale a continué son effort de formation en donnant à ses employés des formations de qualité adaptées aux besoins professionnels des différents départements.

La Banque Centrale s'est, par ailleurs, donnée les moyens de perfectionner son personnel par le biais de séminaires, cours et ateliers organisés sur place et/ou l'étranger dans divers domaines. Les personnels bénéficiaires de ces formations sont au nombre de 17, répartis comme suit :

- un cadre a participé à un séminaire sur les statistiques monétaires et financières organisé par l'Institut de la Banque de France à Paris,
- un cadre a participé à une formation sur la comptabilité d'une banque centrale et la gestion budgétaire organisée par l'Institut de la Banque de France à Paris,
- deux cadres ont participé à un atelier portant sur l'élaboration d'un cadre d'intégration inter régional des systèmes de paiement organisé par la Banque Centrale d'Egypte,

- deux cadres ont effectué une visite d'études et d'assistance dans le cadre de renforcement des capacités du contrôle et de l'audit interne à la Banque de France,
- un cadre a participé à une formation sur les implémentations des accords de Bâle II et III organisée par la South African Reserve Bank (Afrique du Sud),
- un cadre a participé à une formation sur les systèmes et moyens de paiement organisé par l'Institut de la Banque de France à Paris,
- deux cadres ont participé à un atelier portant sur les statistiques monétaires et financières organisé conjointement par les Centres du FMI et du FMA à Abu Dhabi,
- deux cadres ont participé un séminaire portant sur l'analyse de la politique macroéconomique organisé conjointement par l'Institut du FMI et le FMA à Abu Dhabi,
- un cadre a participé à une formation sur la sécurité informatique organisée par l'Institut de la Banque de France,
- un cadre a participé à un atelier portant sur la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme organisé par l'Union Européenne (Ouganda),
- un cadre a participé à des cours sur la gestion de réserves organisés par la Banque Centrale d'Egypte au Caire,
- un cadre a participé à un atelier portant sur la validation de l'impact des évolutions macroéconomiques,
- un cadre a participé à un séminaire sur la politique de stabilité financière et macro-prudentielle à l'Institut de la Banque de France à Paris.

III- LA GESTION DU MATERIEL MONETAIRE

3-1 LE MOUVEMENT GENERAL DU SERVICE CAISSE

Activités de la salle de tri, 2018-2019							Taux de récupération
Billets	Nombre de coupures validées		Nombre de coupures annulées		Nombre de coupures triées		
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	
1.000	151 000	168 000	91 000	106 000	242 000	274 000	61%
2.000	1 720 000	1 948 000	298 000	277 000	2 018 000	2 225 000	88%
5.000	9 126 000	9 624 000	1 095 000	1 168 000	10 221 000	10 792 000	89%
10.000	30 259 000	32 893 000	3 997 000	3 708 000	34 256 000	36 601 000	90%
Total	41 256 000	44 633 000	5 481 000	5 259 000	46 737 000	49 892 000	89%

Source : BCD

En matière de récupération, le billet de 10.000 FDJ occupe la première place avec un taux de réutilisation de 90% en 2019.

Récupérés respectivement à 89% et 88%, les billets de 5.000 FDJ et de 2.000 FDJ demeurent en bon état, tandis que la coupure de 1.000 FDJ, avec un taux de récupération de 61%, reste le billet le plus utilisé.

3-2 LES BILLETS EMIS

Billets émis neufs et valides, 2017-2019			
En nombre de paquets de 1.000 billets			
Coupures	2017	2018	2019
1 000 FDJ	811	719	828
2 000 FDJ	1 305	1 317	1 387
5 000 FDJ	2 280	1 989	2 011
10 000 FDJ	3 984	4 117	4 196

Source : BCD

Le billet de 10.000 FDJ est le plus demandé par le public en 2019, avec une progression annuelle de 1,9%.

IV- LES ACTIVITES DU SERVICE DES STATISTIQUES

Conformément à l'article 13 de la Loi n°118/AN/11/6^{ème} L, portant modifications des statuts de la Banque Centrale, le Service Banques & Statistiques Monétaires établit une situation mensuelle détaillée de la masse monétaire, de la circulation fiduciaire et de leurs contreparties en transmettant ces principaux indicateurs au Fonds Monétaire International par le biais du système de correspondance intégré (SCI) et aux autres instances internationales.

Le service publie également, sur la base des principaux agrégats monétaires, un Bulletin mensuel sur les statistiques monétaires et contribue à l'élaboration du rapport annuel de la Banque Centrale.

Outre les statistiques monétaires, le Département des Statistiques procède à la collecte, la compilation, l'analyse et la diffusion des statistiques de la balance des paiements et de la position extérieure globale.

La balance des paiements est un document statistique retraçant sous une forme comptable l'ensemble d'actifs réels, financiers et monétaires entre les résidents de la République de Djibouti et les non-résidents au cours d'une période déterminée (mois, trimestre ou année). Les flux économiques et financiers à l'origine de ces opérations sont répartis en distinguant le compte des transactions courantes (échanges de biens, de services, de revenus et de transferts courants), le compte de capital (transferts en capital) et le compte financier (investissements directs, autres investissements et avoirs de réserve).

La position extérieure globale retrace à une date déterminée (généralement l'année), l'ensemble des créances et des engagements des résidents vis-à-vis des non-résidents. Elle fournit ainsi des indications sur le montant et la structure du patrimoine financier des résidents en actifs étrangers et des non-résidents en actifs Djiboutiens.

Le responsable du département des statistiques représente la BCD au sein du comité de cadrage macroéconomique dont la principale mission est de suivre l'évolution des agrégats macroéconomiques et les perspectives à court et moyen terme.

Il doit veiller à l'articulation et à la cohérence des projections des comptes nationaux, des opérations financières de l'Etat, de la Balance des paiements et de la Situation monétaire intégré. Il valide également le projet de cadrage macroéconomique en préparation des missions de revue avec les partenaires techniques et financiers.

Depuis 2017, Djibouti participe au projet FMI-JAPON pour l'amélioration des statistiques du secteur extérieur dans le cadre de l'assistance technique fournie à 17 pays d'Afrique francophone.

Dans le cadre de ce projet, Djibouti a bénéficié en avril 2019 de l'assistance technique et de la formation du Fonds Monétaire International sur les statistiques du secteur extérieur.

Les principaux points abordés lors de cette mission consiste en la compilation des statistiques préliminaires de la balance des paiements de l'année 2018, la révision des données antérieures 2013- 2017, la vérification de la vraisemblance des statistiques du commerce extérieur des biens après le passage du système de commerce spécial au commerce général, la prise en compte des données des services liés à l'activité portuaire, la cohérence des statistiques de balance des paiements et des comptes nationaux, et la formation du personnel chargé de la compilation de la balance des paiements.

Malgré les efforts consentis, des progrès importants restent à réaliser dans le domaine des statistiques du secteur extérieur, notamment le renforcement de l'effectif du Département des Statistiques qui reste une priorité compte tenu du volume du travail à effectuer pour améliorer les statistiques du secteur extérieur. Cette amélioration consiste à migrer de la méthodologie de la cinquième édition à la méthodologie de la sixième édition du manuel de la Balance de paiements et de la Position Extérieure Globale (MBP6).

Au terme de l'année 2019, le Département des Statistiques a effectué les tâches suivantes :

- La compilation des statistiques monétaires à fin décembre 2019,
- La mise à jour de la Centralisation des risques bancaires et des créances douteuses à fin décembre 2019 ;

- La collecte, la compilation et l'analyse de la balance des paiements au 4^{ème} trimestre 2019,
- La Position Extérieure Globale au 4ème trimestre 2019,
- La mise à jour et la transmission du rapport annuel 2018 sur les régimes et les restrictions de change de Djibouti au Département des marchés monétaires et de capitaux du FMI,
- L'enquête annuelle auprès des banques, des institutions financières spécialisées (FGPCD, FDED) et des institutions de micro-finance sur l'accès aux services financiers de la population adulte en 2019,
- La rédaction du rapport annuel 2018 de la Banque Centrale,
- Assister la Direction sur toutes les questions d'ordre économiques et/ou monétaires.

En termes de perspectives, le service des Statistiques est en cours d'automatiser, avec l'appui financier du Bureau de représentation de la Banque mondiale à Djibouti, le système de collecte des statistiques du secteur extérieur.

Par ailleurs, le service des statistiques a pris part au forum national sur la zone de libre-échange continental et africaine (ZLECAF). Sur invitation du Ministère du Commerce, le service des Statistiques a en effet participé aux discussions et aux réflexions de tous les principaux acteurs nationaux privés et publics ainsi que l'ensemble des structures sectorielles pour l'élaboration de la stratégie nationale en vue de tirer profit de l'intégration continentale.

Le service des statistiques a présenté lors de ce forum un état des lieux, les défis et les perspectives du secteur financier et bancaire dans la configuration d'une intégration financière régionale et continentale.

Le service des statistiques a procédé à l'envoi au Fonds Monétaire International via le système de correspondance intégré (CSI) les statistiques de la balance des paiements et de la position extérieure globale de l'année 2013 à 2018, conformément aux dispositions arrêtées par le comité national du cadrage macroéconomique.

En matière de renforcement des capacités techniques, le Département des Statistiques a continué le renforcement des capacités dans le domaine des statistiques des relations extérieures courant 2019.

V- LES ACTIVITES DU SERVICE COMPTABLE ET FINANCIER

Le Service Comptable et Financier est chargé de la comptabilité générale de la BCD et des comptes de tiers (comptes des banques commerciales, FMI, projets, etc.).

Il assure également la tenue des comptes de l'Etat, notamment celui du Trésor National et enregistre l'ensemble des opérations courantes, à savoir :

- les prélèvements des espèces destinés aux Comptables Publics,
- les encaissements des chèques détenus par le Trésor,
- les recouvrements des traites ou autres effets souscrits par/ou tirés sur les assujettis,

- l'acheminement des virements interbancaires émis en couverture de la dette publique intérieure (traitements des salaires, règlements des subventions et factures),
- l'exécution des transferts de fonds en direction de l'étranger (ambassades, bourses des étudiants à l'étranger, remboursement des dettes extérieures, etc.).

Par ailleurs, le Service Comptable et Financier est chargé de la gestion des réserves officielles de change, constituées par les contreparties de la monnaie en circulation, de ses engagements envers les tiers (Banques et Etat essentiellement) et de ses fonds propres.

Les avoirs à l'étranger sont ainsi conservés sous forme de dépôts à vue à la Banque de France, à la Citibank–New York et à la Federal Reserve Bank of New York, ainsi qu'à Natixis Paris et à la Crown Agent Bank – London.

Le tableau ci-dessous relate les différentes activités du Service comptable au cours des deux dernières années :

Activités du Service Comptable et Financier, 2018-2019			
En millions FDJ			
	2018	2019	Var. 2019/18
Virements interbancaires	84.774	83.367	-1,7%
Transferts émis par le Trésor / Etat	17.198	15.283	-11,1%
Transferts reçus par le Trésor / Etat	42.103	40.078	-4,8%
Transferts émis par les Banques	191.669	180.787	-5,7%
Transferts reçus par les Banques	126.095	160.791	27,5
Compensation	258.308	268.265	3,9%
Encaissement chèques Trésor/Etat	58.028	59.470	2,5%
TOTAL	778.175	808.041	3,8%

Source : BCD

Durant l'exercice 2019, les opérations traitées par le Service comptable ont connu une hausse de 3,8% par rapport à 2018.

Les virements interbancaires, les transferts reçus et émis par les comptes du Trésor ont baissé, respectivement, de 1,7%, de 4,8% et de 11,1 % par rapport à l'exercice dernier.

Nous assistons par ailleurs à une diminution des transferts émis par les Banques de 10,9 milliards FDJ par rapport à l'année dernière, tandis que les transferts reçus sont en hausse de 34,7 milliards FDJ sur la même période (soit +27,5%).

La chambre de la compensation connaît aussi une augmentation de son activité à hauteur de 10 milliards FDJ en volume, les encaissements de chèques ont, pour leur part, enregistré une légère hausse de 2,5% par rapport à 2018.

Depuis le début de l'exercice 2019, ont été ouverts des crédits documentaires à hauteur de 743 millions FDJ, principalement en faveur des Forces Armées Djiboutiennes (224 millions), du Ministère de l'Education Nationale – CRIPEN (314 millions), de l'Agence Nationale pour les Personnes Handicapées (49 millions), de la Police Nationale (99 millions), du Ministère de la Santé (38 millions) et de la Garde-Côtes (19 millions).

VI- LE SERVICE DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS (SRF)

6-1 ATTRIBUTION ET ORGANISATION

Le Service de renseignements financiers est le service national en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme sur le territoire de la République de Djibouti. Il est chargé d'orienter l'action des autorités nationales et est le principal interlocuteur national en la matière. Il accompagne les entités déclarantes dans leur conformité avec les lois en leur proposant des avis et recommandations stratégiques.

Le SRF continue sa mission principale de réception, d'analyse et de diffusion des déclarations. Le SRF reçoit des déclarations de soupçons des assujettis ainsi que des déclarations de dépôts en espèces et des déclarations de transferts de fonds.

6-2 COOPERATION INTERNATIONALE

1- Le GAFIMOAN

Le SRF a pris part à la réunion plénière du GAFIMOAN à Amman en Jordanie en avril 2019 au cours de laquelle la présentation du régime de LBC/FT de la République de Djibouti a été présentée par M. Maki Omar Abdoukader, Secrétaire-général du Ministère de la Justice. Il a mis en lumière le dispositif juridique du pays ainsi que les efforts entrepris par la Banque Centrale en collaboration avec l'ensemble des acteurs concernés par ces questions dans la République de Djibouti.

A travers l'adhésion à l'organisation du GAFIMOAN, la République de Djibouti s'engage à se soumettre à l'évaluation mutuelle de son dispositif national. En conformité avec les principes du GAFI, l'organisation s'assure de la conformité aux normes et aux exigences internationales des dispositifs de lutte contre le crime financier de ses pays membres afin que ces derniers, le cas échéant, mobilisent toutes les ressources nécessaires pour améliorer et élever leur niveau de conformité et d'efficacité dans leur lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

La période de l'évaluation mutuelle du dispositif nationale de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme de la République de Djibouti a été inscrite à l'agenda du GAFIMOAN.

Le Service de Renseignements Financiers a initié un plan d'action nationale en vue des échéances relativement proches pour préparer et sensibiliser tous les acteurs concernés tant publics que privés, aux défis que représente l'exercice de l'évaluation mutuelle dont les résultats et ses conclusions auront indéniablement des retombées majeures sur la place financière et l'économie Djiboutienne de manière générale.

2- Le groupe Egmont

Le service de renseignements financiers a participé à une formation organisée par ECOFEL qui est l'organisme de formation du groupe EGMONT à Doha au Qatar. La

formation a porté sur les moyens de renforcer le réseau à travers une analyse sur le renforcement des relations avec les médias et les cellules de renseignements financiers.

6-3 REUNIONS

- Le SRF a pris part à la réunion plénière du GAFI en Orlando, aux Etats-Unis du 16 au 21 juin 2019.
- Le Service de Renseignements Financiers a participé à la réunion des chefs de cellules de renseignements financiers de la région d'Afrique de l'Est organisé en Ethiopie en février 2019.
- Le SRF a pris la parole pour présenter le service mais également détailler le compte-rendu de la visite de travail à Washington en décembre 2018 lors de la journée de dialogue sur le secteur bancaire et financier organisé par le ministre de l'Économie et des Finances en mars 2019.
- Le SRF a pris part à la réunion sur la lutte contre le trafic d'êtres humains et les crimes financiers y afférant organisée à Entebbe en Ouganda en mars 2019.
- Un représentant du SRF a participé à la réunion des services de renseignements financiers des pays francophones, qui s'est tenue à Saly au Sénégal, en avril 2019. Cette réunion a été l'occasion de renforcer les liens avec les cellules de renseignements financiers francophones.
- Le chef du service de renseignements financiers a engagé avec les cellules de renseignements financiers de la région de l'Afrique de l'Est lors de la réunion qui s'est tenue à Nairobi au Kenya en avril 2019.
- En juin 2019, le projet de l'Union Européenne sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme a organisé une réunion en Belgique et à Paris à l'issue duquel a eu lieu une visite auprès TRAFICIN, cellule de renseignements financiers français.
- Une formation a été organisée par FATF TREIN à Busan en Corée du Sud en juillet 2019 sur les recommandations du GAFI et les évaluations mutuelles. Un représentant du SRF a pris part à cette formation.
- Une formation régionale sur les techniques d'investigation et de poursuites pénales à l'encontre du trafic des migrants était organisée par l'IGAD à Mombasa, Kenya en août 2019.
- En septembre 2019, le SRF a participé au second cycle de l'évaluation par les pairs de la conformité aux dispositions de la Convention des Nations Unies contre la corruption.
- En octobre 2019, une formation sur le LBC/FT pour les banques et les représentants de gouvernement a été organisée par le Global Center on Cooperative Security.
- En novembre 2019, le SRF a pris part à l'Assemblée Générale de l'ARINEA à Kampala en Ouganda.

VII- LE SERVICE DE LA SUPERVISION BANCAIRE

La Banque Centrale de Djibouti a poursuivi les principales réformes du secteur financier pour réduire les vulnérabilités potentielles du secteur bancaire et élargir l'inclusion financière de la population.

En matière de réglementation bancaire, la BCD a adopté, fin mars 2019, des textes réglementaires dans le cadre de la convergence avec les 29 recommandations du Comité de Bâle pour un contrôle efficace. Les principaux textes concernés sont :

- La révision de l'instruction sur les fonds propres,
- La refonte de l'instruction sur les créances en souffrance,
- L'adoption d'une nouvelle instruction sur les personnes apparentées,
- Une nouvelle instruction sur le gouvernement d'entreprise des établissements de crédits,
- Une nouvelle instruction sur la gestion des risques (de crédit et de concentration, interbancaires et de change).

Ces textes ont été largement discutés avec l'ensemble des banques à travers l'Association professionnelle des établissements de crédits (APEC) pour les sensibiliser sur les implications sur la solidité de la place financière. La BCD a partagé les résultats des simulations sur les études d'impacts de ces textes, notamment les instructions sur les créances en souffrance et les règles de provisionnement, et sur relations avec les personnes apparentées. Les questions liées à la conformité à la Charia des projets de textes réglementaires ont été intégrées après discussions avec les banques islamiques.

Dans le domaine du contrôle bancaire, le service de la supervision a complété les travaux d'analyse du contrôle permanent avec l'élaboration d'un tableau de suivi en matière de recouvrement renseigné par les banques chaque trimestre. Un suivi particulier des grands risques et des placements interbancaires a été instauré pour améliorer la qualité de l'analyse individuelle de la situation des établissements de crédits.

De plus, le département de la supervision a intensifié les missions d'inspection sur place dans les établissements assujettis à la réglementation. Sur la base du travail d'analyse du contrôle permanent, le pôle de contrôle a mené en 2019 des missions d'inspection sur place auprès de trois banques dont une banque islamique, et de trois caisses de microfinance.

Ces missions vont être complétées par des missions thématiques qui permettront de s'assurer de l'effectivité des bonnes pratiques en matière de recouvrement et de discuter des provisions complémentaires requises des banques dans le cadre de la mise en vigueur en janvier 2020 de l'instruction sur les créances en souffrance.

Le département de la supervision bancaire a finalisé en 2019 le dossier d'agrément de la Bank Of China, douzième banque en activité en République de Djibouti. Le département de la supervision a procédé au traitement de la demande d'agrément des dirigeants responsables de deux établissements, l'agrément ou le renouvellement de l'agrément de commissaires aux comptes, l'augmentation du capital d'une banque (fenêtre islamique), la finalisation de la liquidation d'une banque, l'étude de plusieurs dérogations sur la limitation des risques individuels.

Le service de la supervision a continué à produire, sur une base trimestrielle, les indicateurs de solidité financière (ISF) qui permet de disposer de données susceptibles de

faciliter la surveillance macroprudentielle. Ces données consolidées sont régulièrement transmises au département des statistiques du FMI pour publication sur le site web de cette institution financière.

La BCD a mené du 23 au 26 septembre 2019, avec l'appui du département MCM (Marchés de capitaux et monétaires du FMI), les travaux préparatoires du programme de revue de la stabilité du secteur financier (FSSR). Cette mission de cadrage du FMI a permis de définir avec le département de la supervision la portée du travail du programme FSSR qui a couvert les domaines clés suivants :

- (i) L'analyse de la vulnérabilité : solvabilité, rentabilité et liquidité du secteur bancaire et leurs déterminants,
- (ii) La gouvernance de la Banque Centrale à l'égard de la stabilité financière : renforcement de la capacité opérationnelle pour analyser et résoudre les problèmes de stabilité financière,
- (iii) La surveillance et la réglementation bancaires : amélioration du cadre réglementaire et de la capacité de surveillance,
- (iv) La préparation aux crises et leur gestion : régime de résolution formel et outils adéquats pour faire face aux faillites bancaires, fourniture de liquidité d'urgence,
- (v) La politique macroprudentielle : capacités de suivi des risques systémiques,
- (vi) Les données sur la stabilité financière et les problèmes de surveillance.

A l'issue de la mission, les experts du FMI ont soumis des questionnaires sur la stabilité financière qui ont été renseignés par le département de la supervision pour les besoins de la mission principale qui a été conduite du 6 au 17 janvier 2020 et composée de 6 experts et du Conseiller résident en supervision bancaire du METAC.

Ce programme FSSR a permis de faire un diagnostic complet du secteur financier débouchant sur des conclusions et recommandations et préparer un plan d'actions pluriannuel en matière d'assistance technique. Cette nouvelle « Feuille de route » de la supervision devrait prendre le relais du Plan d'action triennal 2016-19 pour améliorer les fonctions de réglementation et de supervision bancaires développé avec l'appui du METAC.

Le département de la supervision bancaire a finalisé le 14 novembre 2019, le déploiement du BSA (Banking Supervision Application). Le contrat d'acquisition du BSA a été signé le 7 mars 2019, pour un coût global de 110.000 USD comprenant l'achat de la solution et son déploiement. Un coût de maintenance de 35.000 USD sera facturé chaque année par le BSO, le Bureau d'appui de cette solution basé au Mozambique. A terme, les banques commerciales devraient supporter en partie le coût inhérent à la maintenance du BSA.

Au cours de la mission d'implémentation conjointement conduite par les homologues des Banques Centrales du Mozambique et du Congo (République Démocratique du Congo), toutes les actions prévues pour le déploiement du BSA ont été conduites avec succès. Des actions de formation et de renforcement des capacités ont été fournies aux superviseurs ainsi qu'aux informaticiens et comptables des banques commerciales. La solution BSA a été officiellement lancée le 7 novembre 2019 au niveau de l'ensemble des institutions bancaires. Un calendrier de transmission des données historiques pour la période 2013-19 a été soumis aux banques.

A partir de janvier 2020, les banques ont commencé à transmettre les données périodiques et prudentielles via le BSA. L'utilisation de cette solution permet aux superviseurs de disposer d'un outil d'aide à la décision performant et fonctionnel au niveau de 14 banques centrales de l'Afrique orientale et australe.

Le département de la supervision a participé au collège des superviseurs de la BMCE (Banque Marocaine du Commerce Extérieur) organisé en juin 2019 à Casablanca par la Bank Al-Maghrib. Ces réunions annuelles auxquelles la Banque Centrale prend activement part depuis 2017, permettent des échanges d'information entre les superviseurs et les dirigeants des filiales du groupe BMCE.

Le service de la supervision a participé en juin 2019 à la réunion du Comité directeur du METAC à Beyrouth et à la réunion du Groupe des Superviseurs Bancaires Francophones (GSBF) à Paris en octobre 2019. La participation au Comité directeur du METAC permet de faire le point sur l'assistance technique fournie par le FMI au pays et de discuter des besoins futurs dans les domaines couverts par le Centre régional d'assistance technique pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. La réunion annuelle du Groupe des Superviseurs francophones constitue un forum pour échanger sur des sujets d'intérêt communs et les enjeux posés aux différentes autorités de régulation et de supervision des pays francophones.

Le département de la supervision a également participé à l'atelier de validation de l'impact des évolutions macroéconomiques sur la stabilité financière et aux travaux du sous-comité sur le développement et la stabilité du système financier en novembre 2019 à Nairobi.

Le département de contrôle a poursuivi sa politique de formation des cadres pour renforcer leurs capacités techniques et opérationnelles. Les formations dispensées par le FMI, le FMA et la Banque de France ont principalement porté sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, la finalisation de Bâle III, les indicateurs de solidité financière, l'actualité récente en matière de surveillance et de réglementation bancaires, la réglementation et la supervision des institutions financières islamiques.

Pour conclure, la Banque Centrale de Djibouti entend développer son expertise de manière adéquate (LBC/FT, conformité, système d'informations) pour accomplir pleinement son mandat de stabilité financière. La Banque Centrale compte également poursuivre son effort de recrutement de nouveaux cadres pour les fonctions critiques peu ou pas couvertes (analyse des banques systémiques, gestion des crises bancaires et résolution des banques en difficultés, surveillance macroprudentielle, stress testing, etc.).

VIII- LE SERVICE DES ETUDES

Dans le cadre de sa mission, le Service des Etudes est chargé d'assurer les attributions suivantes :

- Elaboration et publication du rapport annuel de la BCD ;
- Elaboration et publication des bulletins mensuel et trimestriel ;
- Suivi de l'actualité économique nationale et internationale à travers la publication de notes de conjoncture ;
- Assister la Direction sur les dossiers relatifs aux Etudes et Projets ;

- Participation à l'élaboration et/ou au renforcement de la réglementation du secteur financier ;
- Collecte et analyse des principales données macroéconomiques ;
- Elaboration et publication d'études économiques périodiques ;
- Collecte des données des établissements publics ;
- Suivi des agrégats budgétaires et du TOF ;
- Suivi et collecte des données des grands projets et des différents bailleurs (FMI, BM, BAD, BID, etc.) ;
- Suivi des étudiants stagiaires ;
- Chargé de la communication de la BCD et des moyens d'informations.

Au cours de l'année 2019, le Service des Etudes a réalisé les activités suivantes :

- La rédaction et la publication du Rapport annuel 2019 de la Banque Centrale en y apportant des améliorations substantielles, tant sur la forme que sur le contenu ;
- La mise à jour et l'alimentation en données du site web de la Banque Centrale ;
- La participation à diverses réunions techniques et thématiques d'ordre économique et financière, notamment aux réunions avec le FMI au titre des missions de revue Article IV.
Dans ce cadre, le Responsable du service a contribué aux travaux du Comité de Cadrage, chargé de la révision et la mise à jour des données macroéconomiques nationales ;
- Dans ses fonctions, le Service des Etudes assiste le Cabinet du Gouverneur dans la rédaction des courriers, la préparation des discours et toute autre tâche qui lui est confiée concernant les questions économiques et financières ;
- L'orientation et l'encadrement des étudiants stagiaires à la Banque Centrale.

Malgré ses efforts, le Service des Etudes n'a pas encore pleinement exprimé son potentiel à la hauteur de ses missions et de son caractère transversal, en raison de l'insuffisance de son effectif.

IX- LES ACTIVITES DU SERVICE JURIDIQUE

Sur proposition du Gouverneur de la Banque Centrale de Djibouti (BCD) portant création d'un Service Juridique au sein de ladite institution, une décision de mise en place effective de ce service a été soumise et entérinée par une adoption de cette résolution par le Conseil d'Administration en date du 25 juin 2019.

Ce Service, étant une fonction support, a principalement pour objectif de répondre aux questions de nature juridique qui se poseraient en interne et en externe de la Banque Centrale de Djibouti.

Par ailleurs, ce Service a mandat pour représenter la Banque Centrale de Djibouti dans la gestion des dossiers précontentieux et contentieux devant les Instances Judiciaires de la République.

Depuis sa mise en place effective, ce service a en collaboration avec :

- I- Le Service Supervision
 - i. a continué sa mission de vulgarisation des nouvelles instructions permettant ainsi l'évolution du cadre réglementaire auprès des banques de la place suite aux 5 nouvelles instructions entrées en vigueur depuis la fin mars 2019 (L'instruction sur les fonds propres, l'instruction sur les créances

- en souffrance, l'instruction sur les personnes apparentées, l'instruction sur le gouvernement d'entreprise des établissements de crédits, et enfin l'instruction sur la gestion des risques) ;
- ii. a apporté une réponse juridique aux banques concernant les questions relatives à la réglementation bancaire et à leur application ;
- iii. a étudié la partie juridique des dossiers d'agrément des banques (statuts entre autres) dont la dernière en date est la Banque de Chine Djibouti ;
- iv. a analysé et rendu un avis juridique des conventions de coopération émanant de la Bank Of Tanzanie et la Central Bank Of Egypt qui sont en cours d'adoption ;
- v. a analysé les dispositions de la convention portant équipement et acquisition par la BCD pour le compte du Service Supervision de l'outil BSA (Bank Supervision Application) ;
- vi. a participé à la mission préparatoire du FMI portant sur la Revue de la stabilité du secteur financier (FSSR) en répondant aux questions de cette dernière quant à la réglementation bancaire ;
- vii. a suivi les travaux et la clôture de la liquidation de la banque Shoura avec le liquidateur en charge de ces opérations.

II- Le Bureau du Gouverneur et le Service de la Comptabilité

- i. a étudié deux conventions portant sur deux prêts conclus entre l'Etat de Djibouti et la Banque Islamique de Développement, émanant du Ministère de l'Economie et des Finances Chargé de l'Industrie et, celles relatives aux conventions entre la Banque Centrale de Djibouti et Gazprombank ;
- ii. a examiné la proposition d'ouverture d'un compte courant entre la Banque Africaine de Développement et la Banque Centrale de Djibouti au sein de cette dernière.

III-Gestion des contentieux et représentation de la Banque Centrale de Djibouti

Sur mandat du Gouverneur de la Banque Centrale de Djibouti, le Service Juridique a représenté l'Institution devant les Tribunaux de Djibouti dans deux affaires dont l'une commerciale et l'autre pénale.

X- LE SERVICE EN CHARGE DU SYSTEME NATIONAL DE PAIEMENT

Le présent rapport d'activité porte sur l'état d'avancement des travaux du projet Système National de Paiement (SNP) dans le cadre de la modernisation des infrastructures et de l'architecture financières nationales menée par la Banque Centrale.

Le projet de modernisation du Système National de Paiement vise la mise en place d'une solution moderne permettant d'assurer la compensation et le règlement de tous les types d'instruments de paiement à travers un système intégré dit ATS+ (Système de Transfert Automatisé). Le projet comprend également la mise en œuvre d'une interconnexion du réseau bancaire à la plateforme de la Banque Centrale et la réhabilitation de la salle serveur de la Banque Centrale mise aux normes et exigences internationales.

La mise en place de la solution ATS+ est planifiée en plusieurs phases déclinées, comme suit :

- Phase 1 : Etude initiale. Il s'agit de la conception du projet avec l'identification des besoins de la Banque Centrale, la transmission des livrables et annexes ;
- Phase 2 et 3 : Acquisition et configuration de la solution, livraison - intégration & test ;
- Phase 4 : Formation et documentation ;
- Phase 5 : Mise en production du système.

Au terme de l'année 2019, la phase 1 du projet est achevée avec la validation et la signature des livrables et annexes.

Conformément au plan de projet préliminaire, la livraison du matériel est prévue pour le 19 juin 2020 et la mise en production est projetée pour le 30 octobre 2020.

Il convient, cependant, de noter que la mise sur pied de l'ATS+ dépend de la réalisation de deux sous-composantes essentielles du projet, à savoir : i) la mise en réseau des établissements bancaires de la place avec la Banque Centrale et, ii) la réhabilitation et le réaménagement d'une salle serveur (Data Center) à la Banque Centrale pour abriter la solution ATS+.

Les travaux de ces deux sous-composantes sont menés en parallèle afin de respecter les délais prévus pour la mise en production du système.

Dans le cadre du projet, sont également menés des travaux relatifs au renforcement du cadre juridique du Système National de Paiement d'une part, et la normalisation des instruments de paiement (chèques, coordonnées bancaires, prélèvements automatiques, etc.), d'autre part.

Les travaux de normalisation des instruments de paiement visent à moderniser les moyens de paiement scripturaux et à faciliter les traitements informatiques dans le cadre de la compensation des valeurs et la sécurité des systèmes de compensation.

Pour accompagner son programme de modernisation de l'architecture et des infrastructures financières nationales, la Banque Centrale avait introduit en 2016 la Loi N°118/AN/16/7^{ème} L portant réglementation du nouveau Système National de Paiement, suivi en 2017 de l'adoption de l'Instruction 2017/01 relative à la monnaie électronique.

Ce cadre juridique et réglementaire nécessite d'être renforcé pour être en phase avec l'évolution technologique et la modernisation des moyens et instruments de paiement dans le pays.



ANNEXES

Annexe I - Tableau des opérations financières de l'Etat, 2015-2019

En millions FDJ

Rubriques	2015	2016	2017	2018	2019	Var. 2019/18
PIB nominal	308 278	336 649	371 021	408 902	570 300	39,5%
Recettes et Dons	113 740	112 810	116 138	123 930	128 931	4,0%
Recettes intérieures	94 753	105 231	107 212	106 311	109 283	2,8%
<i>Recettes fiscales</i>	<i>61 658</i>	<i>64 894</i>	<i>66 209</i>	<i>69 004</i>	<i>71 420</i>	3,5%
- Impôts directs	26 724	27 761	27 418	28 779	30 470	5,9%
- Impôts indirects	31 158	32 320	34 805	36 621	37 945	3,6%
- Autres impôts	3 775	4 813	3 986	3 604	3 024	-16,1%
<i>Recettes non fiscales</i>	<i>33 095</i>	<i>40 336</i>	<i>41 003</i>	<i>37 307</i>	<i>37 863</i>	0,4%
Dons	18 988	7 579	8 927	17 619	19 648	11,5%
Projets	9 157	6 183	5 026	13 449	7 872	-41,5%
Budget	9 831	1 396	3 901	4 170	11 776	182,4%
Ratio Recettes budg/PIB	30,7%	31,2%	28,9%	26,0%	19,2%	-6,8%
Dépenses	115 240	119 781	117 172	134 200	133 968	-0,2%
Dépenses courantes	70 685	83 013	87 024	91 841	91 934	0,1%
Salaires	27 748	31 073	33 579	35 504	35 603	0,3%
Matériels	22 999	29 983	29 775	29 975	29 392	-1,9%
Maintenance	1 320	1 404	1 525	1 614	1 305	-19,1%
Transferts	15 514	16 122	16 562	17 544	18 142	3,4%
Intérêts	1 747	3 807	5 200	6 467	7 111	9,9%
Dépenses courantes sur finance. Ext.	1 357	623	383	738	380	-48,5%
Investissements	44 555	36 768	30 147	42 359	42 034	-0,8%
Budgétaires	30 704	22 173	18 225	17 243	22 750	31,9%
Extérieur	13 851	14 595	11 922	25 116	19 284	-23,2%
Solde global (base ordon. dons inclus)	-1 500	-6 972	-1 033	-10 270	-5 037	-50,9%
Solde global (en % du PIB)	-0,5%	-2,1%	-0,3%	-2,5%	-0,9%	-1,6%
Variations des arriérés (signe - en positif)	-1 698	-1 650	-363	1 993	2 871	44,0%
Solde global, (base caisse)	-3 198	-8 622	-1 396	-8 277	-2 166	-73,8%
Solde global base caisse (en % du PIB)	-1,0%	-2,6%	-0,4%	-2,0%	-0,4%	-1,6%
Financement	2 716	4 648	1 467	9 147	3 326	-63,6%
Intérieur	193	-1 885	-2 602	511	-4 947	868,1%
bancaire	318	-1 760	-2 477	636	2 570	304,1%
Non-bancaire	-125	-125	-125	-125	-7 517	5913,6%
Extérieur	2 523	6 533	4 069	8 636	8 273	-4,2%
Déficit Résiduel	-482	-3 974	71	870	1 160	33,3%

Source : Ministère du Budget

Annexe II – Structure et composantes de la masse monétaire, 2017-2019

2-1 Composantes de la masse monétaire

En millions FDJ

Composantes	2017	2018	2019	Var19/18
A) Monnaie fiduciaire	35.542	36.626	37.667	2,8%
B) Dépôts à vue en FDJ	116.270	132.860	139.044	4,7%
. Banques	116.270	132.860	139.044	4,7%
. Trésor	-	-	-	-
M1 = A+B	151.812	169.486	176.711	4,3%
C) Autres dépôts à vue FDJ	12.919	14.762	17.185	16,4%
M2 = M1+C	164.731	184.248	193.896	5,2%
D) Dépôts à terme en FDJ	33.975	34.060	39.414	15,7%
E) Dépôts en devises	171.858	131.571	147.290	11,9%
M3 ou Masse monétaire	370.564	349.879	380.600	8,8%

Source : BCD

2-2 Structure de la masse monétaire

En pourcentage

Composantes	2017	2018	2019	Var. 2019/18
Monnaie fiduciaire	9,6	10,5	9,9	-0,6
Dépôts à vue en FDJ	31,4	38,0	36,5	-1,5
M1	41	48,4	46,4	-2,0
Autres dépôts à vue en FDJ	3,5	4,2	4,5	0,3
M2	44,4	52,7	50,9	-1,8
Dépôts à terme en FDJ	9,2	9,7	10,4	0,7
Dépôts en devises	46,4	37,6	38,7	1,1
M3	100	100,0	100,0	0,0

Source : BCD

Annexe III - Contreparties de la masse monétaire, 2017-2019

3-1 Contreparties de la masse monétaire

En millions FDJ

Composantes	2017	2018	2019	Var. 2019/18
A) Avoirs extérieurs nets	297.956	273.800	275.834	0,7%
B) Créances sur l'Etat	8.994	3.572	7.016	96,4%
C) Crédits à l'économie	113.493	127.228	140.036	10,1%
Total des contreparties (A+B+C)	420.443	404.600	422.886	4,5%
Solde des autres postes nets	-49.879	-54.722	-42.287	-22,7%

Source : BCD

3-2 Structure des contreparties

En pourcentage

Composantes	2017	2018	2019	Var. 2019/18
Avoirs extérieurs nets	80,4	78,26	72,5	-5,76
Crédits intérieurs	33,1	37,4	38,6	1,2
- Créances sur l'Etat	2,4	1	1,8	0,8
- Crédits à l'économie	30,6	36,4	36,8	0,4
Autres postes nets	-13,5	-15,6	-11,1	4,5

Source : BCD

Annexe IV – Evolution de la rémunération des dépôts, 2018-2019

Catégorie des intérêts créditeurs				
Composantes	En pourcentage			
	2018		2019	
	Minima	Maxima	Minima	Maxima
1. Particuliers				
Comptes sur livrets	0,04	1,50	0,04	1,50
Comptes à terme	0,68	3,00	0,69	3,00
Bons de caisse	0,50	1,15	0,63	1,15
2. Entreprises				
Comptes sur livrets	-	1,50	-	1,50
Comptes à terme	0,85	3,00	0,85	4,00
Bons de caisse	0,63	1,15	0,38	1,15

Source : BCD

Annexe V – Taux moyens des crédits, 2018-2019

Taux moyens des crédits				
Composantes	En pourcentage			
	2018		2019	
	Minima	Maxima	Minima	Maxima
1. Particuliers				
Découverts	8,50	16,52	4,60	16,52
Personnels	6,21	12,50	6,15	11,50
Crédits immobiliers	6,50	9,00	6,32	10,00
2. Entreprises/entrepreneurs privés				
Escompte				
< 10 millions FDJ	11,00	17,00	8,00	17,00
Découverts				
< 10 millions FDJ	7,73	16,00	5,17	16,00
de 10 à 50 millions FDJ	2,11	16,00	1,56	16,00
de 50 à 200 millions FDJ	1,48	16,00	1,30	16,00
> 200 millions FDJ	2,03	16,00	0,69	16,00
Autres crédits à court terme				
< 10 millions FDJ	7,30	13,00	7,78	13,00
de 10 à 50 millions FDJ	6,83	13,00	7,77	13,00
de 50 à 200 millions FDJ	10,00	13,00	8,75	13,00
> 200 millions FDJ	4,85	13,00	6,00	13,00
Moyen et long terme				
< 10 millions FDJ	7,33	15,00	6,80	15,00
de 10 à 50 millions FDJ	7,40	15,00	6,92	15,00
de 50 à 200 millions FDJ	7,62	15,00	7,38	15,00
> 200 millions FDJ	6,10	15,00	5,82	15,00

Source : BCD

Annexe VI - Balance des paiements de Djibouti, 2018-2019

	En millions FDJ					
	2018			2019		
	Crédits	Débits	Soldes	Crédits	Débits	Soldes
Compte courant	860.059	783.883	76.176	959.398	882.046	77.352
Biens	625.926	640.289	-14.363	710.204	735.433	-25.229
Services	185.027	104.175	80.852	205.001	111.172	93.829
Transports	98.726	88.549	10.177	109.383	94.498	14.885
Voyages	10.124	3.969	6.155	11.216	4.444	6.772
Services de communication	18.093	2.591	15.502	20.047	2.669	17.378
Services d'assurances	0	3.782	-3.782	0	4.019	-4.019
Autres services	14.262	2.295	11.967	15.800	2.138	13.662
Services des adm. publiques	43.822	2.990	40.832	48.555	3.404	45.151
Revenus	10.638	35.905	-25.267	14.122	30.800	-16.678
Rémunérations des salariés	10.336	0	10.336	14.122	0	14.122
Revenus d'investissements	302	35.905	-35.603	0	30.800	-30.800
Investissements directs	8	2.308	-23.300	0	23.762	-23.762
Investiss. de portefeuille			0			0
Autres	294	12.597	-12.303	0	7.038	-7.038
Transferts courants	38.468	3.514	34.954	30.071	4.641	25.430
Secteur des adm. publiques	4.908	29	4.879	3.368	15	3.353
Autres secteurs	33.560	3.485	30.075	26.703	4.626	22.077
Compte de capital	12.361	0	12.361	7.492	350	7.142
Adm. publiques	12.361	0	12.361	7.492	350	7.142
Transferts des migrants	0	0	0	0	0	0
Compte d'opérations financières	73.923	0	73.923	81.075	7.223	73.852
Investissements directs	30.213	0	30.213	31.101	0	31.101
Autres investissements	23.807	0	23.807	49.974	0	49.974
Avoirs de réserves	19.903	0	19.903	0	7.223	-7.223
Erreurs et omissions	0	164.484	-164.484	0	158.346	-158.346
Total général	928.259	928.259	0	1.047.965	1.047.965	0

Source : BCD

Annexe VII – Position extérieure globale de Djibouti, 2018-2019

Position extérieure globale					
<i>En millions FDJ</i>					
Composantes	2018	Mars 2019	Juin 2019	Septembre 2019	Décembre 2019
Investissements directs	-279.632	-288.671	-292.544	-296.234	-310.734
Avoirs	0	0	0	0	0
Engagements	-279.632	-288.671	-292.544	-296.234	-310.734
Autres investissements	-173.143	-216.217	-203.356	-194.990	-196.915
Avoirs	235.293	217.082	221.925	228.340	246.030
Prêts	2.345	2.573	3.275	4.094	4.439
Monnaies et dépôts	232.948	214.508	218.650	224.247	241.591
Engagements	-408.436	-433.299	-425.281	-423.330	-442.945
Prêts	-370.335	-375.682	-376.615	-376.477	-385.591
-Autorités monétaires	3.431	3.431	2.340	2.440	1.884
-Administrations publiques	106.138	109.066	85.584	84.865	86.701
- Banques	500	500	500	500	500
-Autres	260.266	262.685	288.191	288.672	296.506
Monnaies et dépôts	-38.101	-57.617	-48.666	-46.853	-57.354
-Autorités monétaires	168	149	116	99	98
-Administrations publiques	0	0	0		
- Banques	37.933	57.468	48.550	46.754	57.256
-Autres					
Avoirs de réserves	78.955	89.175	93.849	78.961	86.178
-Or monétaire	0		0	0	0
-DTS	235	0	0	0	0
-Position de réserve FMI	1.293	0	0	0	0
-Devises	77.427	89.175	93.849	78.961	86.178
Position nette	-373.820	-415.713	-402.051	-412.263	-421.471

Source : Banque Centrale de Djibouti

Annexe VIII– Bilans résumés et comparés de la BCD, 2018-2019¹

<i>En millions FDJ</i>		
	2018	2019
Actif		
Créances sur l'Etranger	85.847	94.356
Créances sur les Banques	1.530	1.670
Créances sur l'Etat	2.782	1.898
Autres créances	159	98
Immobilisations	577	564
Total de l'actif	90.895	98.586
Comptes Hors-bilan débit	2.729	2.729
Passif		
Emissions (billets et pièces)	41.552	44.165
Engagements extérieurs	13.121	12.178
Fonds de réserve	3	3
Comptes créditeurs Organismes Internationaux	168	97
Comptes créditeurs de l'Etat	5.197	991
Comptes créditeurs des Banques	26.507	36.587
Autres Passifs	520	274
Capital, réserves et Résultat en instance d'approbation	3.827	4.291
Total du passif	90.895	98.586
Comptes Hors-bilan crédit	2.729	2.729

Source : BCD

¹ L'audit externe des comptes de l'exercice 2019, prévu au cours du premier trimestre 2020, a été retardé en raison de la pandémie de Coronavirus.

Annexe IX – Comptes de résultat résumés et comparés de la BCD, 2018-2019²

En millions FDJ

	2018	2019
Produits d'exploitation		
Produits financiers	1.515	1.876
Bénéfice de change	342	255
Autres produits	86	93
Total des produits d'exploitation	1.943	2.224
Charges d'exploitation		
Dépenses d'administration	(588)	(782)
Frais financiers	(38)	(41)
Perte de change	-	-
Dotation aux amortissements	(51)	(54)
Total des charges d'exploitation	(677)	(877)
Résultat d'exploitation	1.266	1.347
Résultat exceptionnel	11	14
Résultat sur exercices antérieurs	(13)	(26)
Dotation aux provisions	-	(50)
Impôt sur le bénéfice	(316)	(321)
Résultat après impôt	948	964
Affectation au Fonds de Stabilisation de Change	303	375
Affectation Réserve légale	-	-
RESULTAT NET	645	589

Source : BCD

² L'audit externe des comptes de l'exercice 2019, prévu au cours du premier trimestre 2020, a été retardé en raison de la pandémie de Coronavirus.

Annexe X : Note méthodologique de la balance des paiements

I- Définition

La balance des paiements est un document statistique qui rassemble et ordonne, dans un cadre défini, toutes les transactions économiques et financières entre les résidents d'une économie avec le reste du monde au cours d'une période donnée. Une transaction se définit comme un flux économique découlant de la création, de la transformation, de l'échange, du transfert ou de l'extinction d'une valeur économique. C'est pourquoi, les rubriques (ou comptes) de la balance des paiements sont toujours présentes en termes de flux et non pas de stocks.

II- Objectif

La balance des paiements permet d'évaluer l'insertion du pays dans son environnement extérieur, d'identifier l'apparition de déséquilibres, de comprendre comment ces déséquilibres sont financés par le reste du monde (lorsque les sorties de capitaux sont supérieures aux entrées de capitaux) ou placés auprès du reste du monde (quand les sorties de capitaux sont inférieures aux entrées de capitaux). La balance des paiements constitue en outre un élément essentiel de la statistique nationale. Plusieurs éléments tirés de la balance des paiements contribuent à l'élaboration des agrégats nationaux (exportations et importations dans le PIB, compte des transactions courantes dans le revenu national, évolution des avoirs et engagements internationaux de la république de Djibouti (RDD) dans le compte financier).

III- Organisation institutionnelle

L'article 8 de la Loi n°118/AN/11/6^{ème} L portant modifications des statuts de la Banque Centrale (BCD) confie l'élaboration de la balance des paiements de la RDD à la BCD et prévoit que celle-ci peut entrer directement en relation avec les administrations et services publics, les entreprises publiques et privées, et toute personne physique ou morale exerçant une activité en RDD pour se faire communiquer tous documents et renseignements qui lui sont nécessaires.

Au plan opérationnel, l'élaboration de la balance des paiements est assurée par le Service des Relations Extérieures de la BCD. Les statistiques de la balance des paiements sont diffusées sur une base annuelle sur le site web de la BCD (www.banque-centrale.dj/rubriques/23) et aux organismes internationaux, notamment le FMI, le COMESA et l'OMC.

IV- Règles d'établissement

A- Principe de double écriture

La balance des paiements obéit aux principales règles de la comptabilité générale, et notamment à la règle de la partie double, suivant laquelle chaque opération donne lieu en principe à deux inscriptions :

- la première traduit sa nature économique ou financière ;
- la deuxième, son mode de règlement.

B- Convention de signe

Contrairement à la comptabilité nationale dans laquelle les échanges entre la RDD et l'extérieur sont présentés du point de vue du « reste du monde », la balance des paiements est présentée du point de vue de la « Nation ».

Par convention, un chiffre positif (crédit) correspond à une exportation ou à une recette lorsqu'il se rapporte à une opération réelle, c'est-à-dire des échanges de biens, de services et des paiements de revenus. Dans le compte financier, un chiffre positif (crédit) représente une diminution des avoirs ou une augmentation des engagements, qu'ils soient financiers ou monétaires. Un chiffre négatif (débit) représente l'inverse. Ces inscriptions ne sont pas toujours simultanées, des décalages entre elles pouvant se produire. Il en résulte donc, un déséquilibre entre les crédits et les débits enregistrés sur une période donnée qui alimente le poste « Erreurs et omissions ». Un chiffre négatif (débit) représente une importation ou une dépense.





BANQUE CENTRALE DE DJIBOUTI
البنك المركزي الجيبوتي

B.P. 2118 - Djibouti, République de Djibouti
Tél.: (253) 21 35 27 51 - Fax: (253) 21 35 12 09 / 21 35 62 88,
E.mail: bndj@intnet.dj - www.banque-centrale.dj
